

# Programme d'études 2012

Approuvé par le conseil d'administration  
du 4 novembre 2011



INSTITUT  
D'AMÉNAGEMENT  
ET D'URBANISME

ÎLE-DE-FRANCE



# Sommaire

<b>Les orientations stratégiques</b> .....	<b>3</b>
1 / Réflexions stratégiques, définition et mise en œuvre des politiques régionales .....	5
2 / Dynamiques métropolitaines et partenariat avec les territoires .....	7
3 / L'Institut « observatoire de la métropole » et centre de ressources .....	9
4 / Réflexions prospectives, nouveaux enjeux et thèmes de débat .....	13
4.1 – Identification et mise en débat des nouveaux enjeux de la métropolisation .....	13
4.2 – Mutation économique, finances publiques et développement urbain .....	15
<b>Le programme d'études</b> .....	<b>17</b>
1 / Planification métropolitaine .....	19
2 / Urbanisme et aménagement .....	21
3 / Transports et déplacements .....	25
4 / Environnement .....	29
5 / Économie, recherche, emploi .....	33
6 / Démographie, logement, société .....	37
7 / Équipements et services .....	41
8 / Finances publiques et gestion locale .....	45
9 / Actions internationales .....	47
10 / Médiathèque, systèmes d'information géographique et réseaux .....	49
11 / Publications et communication .....	53
<b>Annexes</b> .....	<b>55</b>
Travaux sous contrats et conventions .....	55



# Les orientations stratégiques

L'année 2011 a été marquée par plusieurs événements majeurs qui ont permis d'affirmer le positionnement central de la Région dans la définition des stratégies d'aménagement et de développement de l'Île-de-France.

De grandes ambitions ont été tracées pour l'aménagement de la région, mais, la forme concrète des projets, l'appréciation de leur faisabilité et leur cohérence d'ensemble doivent encore être éprouvées.

Au premier rang de ces grandes orientations arrêtées en 2011, on retiendra la conclusion des débats publics sur les projets de transport et l'accord autour du Grand Paris Express ; l'adoption de la loi du 15 juin 2011 qui permet la mise en application du Sdrif voté en 2008 et amorce sa mise en révision ; la poursuite des États généraux de la conversion écologique et sociale de l'économie ; l'adoption de la nouvelle Stratégie régionale de développement économique et d'innovation (SRDEI) ; la refondation de plusieurs politiques régionales touchant de nombreux domaines (logement, équipements sportifs, critérisation des aides régionales...).

L'IAU île-de-France qui a pris une part déterminante dans l'élaboration de chacun de ces documents-cadres, s'apprête à poursuivre leur élaboration et accompagner leur mise en œuvre par des travaux qui sont au cœur des orientations stratégiques du programme d'études 2012. Dans les faits, toutes ces orientations majeures sont donc à la fois des aboutissements, au terme de chantiers longs et complexes, mais portent également l'annonce de nouveaux développements qui engagent la mobilisation des moyens humains, techniques et financiers de l'Institut pour une période allant au-delà de la prochaine année. Ils tracent donc des perspectives de travail qui se déploieront sur les deux ou trois prochaines années.

Par ailleurs, les conditions dans lesquelles les documents stratégiques évoqués ci-dessus ont été adoptés ont également fait clairement ressortir le changement de contexte qui s'est opéré au cours de la décennie écoulée. Il est désormais acquis que la mise en œuvre de toute politique ambitieuse et coordonnée d'aménagement et de développement de la région capitale nécessite l'adhésion de multiples acteurs et une démarche résolument partenariale.

Celle-ci implique bien sûr l'État et les collectivités territoriales, mais aussi de nombreuses autres instances partenariales.

L'Institut, qui est présent aux côtés de ces collectivités ou dans ces nouveaux lieux de débat, notamment Paris Métropole et l'Atelier International du Grand Paris, doit aussi prendre en compte cette complexité et cette dimension nouvelle dans la conduite future de ses travaux.

Pour ces raisons, 2011 a été pour l'IAU île-de-France, une année de réflexion collective, réflexion initiée à la demande de son conseil d'administration lors de sa séance du 15 novembre 2010 pour prendre en compte ce nouveau contexte et en tirer les enseignements utiles au positionnement et à l'organisation de l'Institut.

Ce « Chantier » a aussi pour objectif de dégager les inflexions qu'implique l'apparition de questions inédites posées aux agences d'urbanisme par les nouveaux défis auxquels les métropoles modernes doivent répondre. Cette réflexion collective a été l'occasion de s'interroger sur les outils et les modes d'organisation à promouvoir pour apporter à ces questions les réponses les plus pertinentes.

C'est pour donner corps à plusieurs de ces inflexions que le programme d'études pour l'année 2012 :

- fait ressortir clairement les grands axes qui mobiliseront l'Institut, non seulement pour l'année à venir, mais plus vraisemblablement pour une période triennale ;
- regroupe ces études et travaux autour de quelques missions fondamentales de l'Institut, de ses objectifs stratégiques et de quelques grands enjeux de recherche qu'il lui faut aborder ;
- les organise de façon à dégager la complémentarité et la transversalité des travaux conduits par l'IAU île-de-France, afin de rendre compte de la complexité des processus sur lesquels il semble nécessaire d'apporter un éclairage nouveau.

# 1



## Réflexions stratégiques, définition et mise en œuvre des politiques régionales

Il s'agit de confirmer l'IAU îdF comme lieu d'anticipation de la métropole francilienne de 2030, et acteur majeur de l'élaboration des documents stratégiques traduisant les politiques mises en œuvre sur le territoire régional.

Il faut prendre ici le terme de « politiques régionales » dans son acception la plus large, car l'élaboration des grands documents de planification visés ici relèvent, dans la plupart des cas, de compétences partagées. Le pilotage en est le plus souvent assumé conjointement avec l'État et le Ceser et de nombreuses autres collectivités ou institutions représentées au conseil d'administration.

Il est prévu en 2012 une forte implication de l'IAU île-de-France dans les démarches de planification déterminant l'avenir du territoire francilien. La révision de schéma directeur, chantier prioritaire de l'année 2012, en constituera le cœur et concentrera à elle seule, une large part des moyens de l'IAU île-de-France. L'Institut s'impliquera également fortement dans les études préluant à la mise en œuvre des politiques régionales.

Ces travaux porteront notamment sur les sujets suivants :

- la révision du Sdrif et l'ensemble des études préparant à sa mise en œuvre ;
- l'accompagnement de l'ensemble de la politique d'aménagement de la Région en cohérence avec le Sdrif et les autres documents cadres, notamment la mise en œuvre du CPER ;
- l'aménagement numérique du territoire, thème qui recoupe des politiques nationale, régionale (SCORAN et Plan fibre régional) et départementales ;
- l'aboutissement de la réflexion engagée sur la rénovation de la gouvernance du logement Île-de-France, afin de favoriser la relance de la construction et la réduction des déséquilibres territoriaux ;
- les études préluant à un nouveau programme de rénovation urbaine (PNRU2) ;
- l'approfondissement des réflexions sur les transports (PDU, plan de mobilisation, réseau de transport du Grand Paris Express, déploiement de nouvelles chartes « urbanisme transport » envisagées sur le modèle de la ligne 11) ;



La révision du Sdrif au cœur des travaux de l'Institut en 2012



Les projets de charte : pour une meilleure articulation entre transport et urbanisme

- l'aboutissement des plans et schémas environnementaux, notamment ceux issus du Grenelle (Plan climat pour la région, SRCAE, SRCE, PREDEC, PRSE, PRQA, Schéma environnemental des berges...) ou des travaux relatifs à l'Agenda 21, à la conversion écologique et sociale de l'économie francilienne, à l'aide aux territoires écologiquement prioritaires, aux projets de PNR et à l'appui aux parcs existants... ;
- la mise en œuvre des différentes politiques engagées en 2011 (critérisation des aides régionales, stratégie régionale de développement économique et d'innovation (SRDEI), politique du logement, délibération cadre sur le sport, etc.).

Ces démarches structurantes constitueront les fils conducteurs d'une grande partie des travaux en 2012 mais dépasseront le cadre de cette prochaine année, d'autant qu'au-delà de la phase d'élaboration des documents de planification évoqués ci-dessus, il est demandé à l'Institut de travailler au suivi de leur mise en œuvre et à la définition d'actions ponctuelles rendant celle-ci effective.

Il s'agit donc bien ici de perspectives pluriannuelles qui sont tracées.

Compte tenu du calendrier de la révision du Sdrif et des aléas inhérents à ce type de chantier, le volume de travail et son échelonnement dans le temps peut avoir des conséquences sur les autres travaux identifiés dans ce programme.

Dans le même temps, l'Institut vit, comme toutes les organisations publiques et privées, une mutation qui l'amène à faire face à des demandes toujours plus urgentes car le temps de la décision publique se réduit. La réponse à cette double exigence, de prise en charge de travaux de longue haleine et de réactivité, impliquera de la part de l'Institut une bonne organisation pour répondre aux demandes surgissant en cours d'année et revêtant souvent un caractère d'urgence. Il impliquera aussi rigueur dans l'organisation des sollicitations susceptibles d'être exprimées en cours d'année et une meilleure appropriation par l'administration régionale des outils mis à sa disposition par l'Institut.

### **Connaissances des projets, travail partenarial et travaux de synthèse sur les territoires :**

#### **Renvoi aux travaux cités dans le programme :**

- **Révision du Sdrif** (chapitre 1)
- Travaux sur les territoires d'intérêt régional (chapitre 2)
- Mise en œuvre du Pduif ; fret et logistique (chapitre 3)
- **Schémas environnementaux issus du Grenelle** (chapitre 4)
- Territoires écologiquement prioritaires (chapitre 4)
- Aménagement numérique du territoire SCORAN (chapitre 5)
- **Étude sur la gouvernance du logement** en Île-de-France (chapitre 6)
- Travaux pour le PPI Lycées (chapitre 7)
- Appui à la Conférence régionale du sport (chapitre 7)
- Étude de l'impact des réformes fiscales (chapitre 8)
- Appui à la politique de coopération décentralisée (chapitre 9)

# 2

## **Dynamiques métropolitaines et partenariat avec les territoires à toutes les échelles**

Il s'agit de développer les partenariats avec les territoires à toutes les échelles et de renforcer le rôle de l'IAU îdF dans la définition des dynamiques métropolitaines et la conception des projets urbains.

La réflexion sur l'aménagement régional et la conception de la stratégie reflétée par les schémas stratégiques évoqués précédemment ne peut se concevoir sans une bonne compréhension des dynamiques régionales et une bonne connaissance des projets dont les territoires sont porteurs.

C'est pourquoi l'Institut a toujours veillé à cultiver cette connaissance de l'action des collectivités territoriales. Cette démarche se développe à toutes les échelles : celle du Grand Bassin parisien sur lequel l'Institut poursuivra son investissement, en articulation avec la vision sous-tendue par le Sdrif, mais aussi aux échelles infrarégionales. Ces dernières prennent diverses formes : échanges avec les acteurs locaux dans le cadre d'études portant sur l'aménagement de territoires stratégiques réalisées pour la région, démarches à dimension méthodologique figurant dans le programme mutualisé et visant à comprendre les jeux d'acteurs, ou études réalisées à la demande de collectivités territoriales dans le cadre de projets relatifs à leur territoire.

Les échanges avec les communes, EPCI et départements se sont considérablement accrus ces deux dernières années, en écho avec la dynamique instaurée par la révision du Sdrif et la volonté de nombreuses collectivités de relancer le développement de leur territoire. En parallèle avec le développement de l'intercommunalité lui-même catalyseur de nouveaux projets, il s'agit là d'un mouvement de fond qui amène l'IAU île-de-France à se repositionner pour répondre à ces demandes croissantes et prendre pleinement la dimension de ce dynamisme.

En effet, la multiplication de ces études de projets de territoires pose plusieurs questions, et notamment celle de l'articulation entre enjeux régionaux et enjeux locaux, ainsi que la question de la cohérence d'ensemble des multiples projets en cours de gestation.



*La carte projets outil de connaissance des potentiels de développement*

Il y a là pour l'IAU îdF la perspective d'un développement permettant de répondre à trois attentes :

- aider les collectivités à contextualiser leur démarche en prenant en compte l'échelle métropolitaine dans ses diverses dimensions. C'est ce que l'Institut fait dans le cadre de conventions, diffusant ses données et son expertise, approfondissant sa connaissance des enjeux locaux ;
- mieux connaître le potentiel de développement de ces projets locaux ; en dégager la synthèse et favoriser leur mise en cohérence en lien avec les orientations de planification ;
- développer les missions d'appui et les prestations à destination de ces collectivités.

Cette montée en puissance des initiatives territoriales est également le fruit de la démarche mise en place avec les « Contrats de développement territorial » (CDT) dans le cadre de la loi du Grand Paris. De nombreuses collectivités placent leur réflexion dans la perspective de la signature de ces contrats. L'Institut s'efforcera donc d'en effectuer un suivi le plus complet possible. Cette vision d'ensemble devrait être utile pour préserver une cohérence à l'aménagement régional, éviter le creusement des déséquilibres auxquels le Sdrif cherche à remédier et utiliser judicieusement les outils disponibles pour cela (programmation des aides, conventions logements-bureaux...). Elle sera également utile pour les instances appelées à donner un avis sur ces CDT en leur fournissant un cadre de référence. Ceci concerne notamment Paris Métropole et l'AIGP.

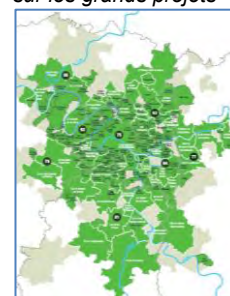
Pour organiser au mieux ces travaux qui, au-delà de la Région, de l'État et de l'ensemble des institutions représentées au conseil d'administration, intéressent un grand nombre d'acteurs, il apparaît utile d'ouvrir la réflexion sur la création d'un « Comité des partenaires<sup>1</sup> » de l'IAU îdF concrétisant la mise en place d'un processus partenarial les associant à la conduite de ces études d'intérêt général.

Le développement de ces études de territoires et celui de ces démarches partenariales impliqueront une adaptation de l'organisation de travail, dans le prolongement de la réflexion entreprise dans le cadre du chantier « IAU île-de-France demain » (équipes projet, démarche de prospection).



Vers un partenariat renforcé avec les territoires

Paris Métropole et l'organisation du débat sur les grands projets



### Connaissances des projets, travail partenarial et travaux de synthèse sur les territoires :

#### Renvoi aux travaux cités dans le programme :

- Appui à « Paris Métropole », aux collectivités franciliennes, à l'AIGP
- Mais aussi...*
- Les **territoires d'intérêt régional** et leur aménagement (chapitre 2)
  - Vision d'ensemble des **CDT et carte projets** (chapitre 2)
  - Transports du Grand Paris et **accessibilité des territoires** (chapitre 3)
  - **Parcs naturels régionaux** (chapitre 4)
  - Études territoriales pour les **Pactes pour l'emploi** (chapitre 5)
  - CDT, TOL et travaux sur les **politiques locales du logement** (chapitre 6)
  - **Accessibilité aux équipements** (chapitre 7).

1 - Paris Métropole, Conseils généraux, AMIF, AIGP, conventions...

# 3



## L'Institut, « observatoire de la métropole » et centre de ressources

Il s'agit d'affirmer le rayonnement de l'IAU îdF comme observatoire et centre de ressources de référence pour les acteurs de l'aménagement et du développement métropolitain.

Depuis sa création, l'IAU îdF fonde ses analyses sur les données les plus récentes et constitue des bases d'information enregistrant la mémoire des évolutions urbaines. Il dispose aujourd'hui de données retraçant ces évolutions sur plusieurs décennies (nombreuses cartes et fonds de plans illustrant la constitution de l'agglomération, données socio démographiques issues des recensements, fichiers issus des grandes enquêtes nationales ou régionales sur le logement, l'économie, les transports, les équipements et services...). Cette fonction d'observatoire est une des missions originelles de l'Institut et lui vaut d'innombrables demandes ou consultations sur son site Internet ou à la médiathèque.

Alimenté à l'origine par l'appareil statistique préexistant (données de l'Insee, fichiers administratifs, fonds de plans ou photographies aériennes de l'IGN...) l'IAU îdF a peu à peu constitué des sources d'informations originales, apportant un éclairage nouveau sur les mutations de notre métropole. Ainsi au début des années 80, il a conçu une base d'information originale, le Mode d'occupation des sols (MOS) qui lui permet de mesurer régulièrement l'affectation du sol, ses mutations et la consommation des espaces agricoles et naturels, données qui s'avèrent d'autant plus précieuses à l'heure de la lutte contre l'étalement urbain.

De la même façon, il a soutenu de façon constante l'élargissement des enquêtes nationales de l'Insee, y apportant des financements substantiels, pour disposer de données infrarégionales permettant d'étudier les questions importantes en matière économique et sociale.

Cet effort continu s'est également concrétisé par la mise en place de nombreux observatoires qui ont depuis pris une existence autonome mais dont l'Institut reste partenaire, observatoires portant sur des aspects aussi divers que les questions environnementales<sup>2</sup>, le foncier, l'immobilier d'entreprise ou les loyers.

Enfin, l'Institut s'est engagé dans la réalisation d'enquêtes portant sur des champs nouveaux, afin de répondre à des besoins de connaissance non couverts par les dispositifs statistiques existants.



*La qualité de l'observation et de l'analyse des données... une exigence première*

<sup>2</sup> - Observatoires sur l'air, le bruit, les déchets, la biodiversité...

C'est notamment le cas dans le domaine de la sécurité avec la mise en place depuis 2001 d'une enquête de « Victimation » reconduite tous les deux ans, ou encore celle réalisée depuis 2007 sur les « Pratiques sportives des Franciliens ». L'IAU îdF poursuit aussi des travaux originaux sur les indicateurs de développement durable.

Ainsi, de la première enquête sur l'occupation du sol, il y a 30 ans, à la diffusion de l'information cartographique par les outils de cartographie interactive accessible aujourd'hui par Internet<sup>3</sup>, du soutien aux enquêtes de l'Insee à l'exploration de nouveaux champs d'observation et la réalisation d'enquêtes innovantes, l'Institut a toujours été en pointe pour construire et diffuser les observations nécessaires à la compréhension du comportement des Franciliens et des mutations de la métropole.

### **Il s'agit dès 2012 d'affirmer cette fonction première de l'Institut, observatoire de la métropole.**

Car toutes ces données constituent le socle indispensable des diagnostics, analyses préliminaires à la définition des projets portés conjointement par plusieurs collectivités. Ils permettent également de fonder les nouvelles politiques ou les travaux d'évaluation permettant de juger de leur efficacité.

Mais la pérennité de cette fonction d'observation nécessite des innovations permanentes, pour maîtriser le coût de cette collecte d'information, en assurer la pérennité face à des contraintes nouvelles (remise en cause d'enquêtes ou de la mise à jour de données publiques, mutations des comportements qui fragilisent certaines démarches d'enquête, comme le développement du téléphone portable), et compléter un dispositif qui laisse un certain nombre de champs inexplorés.

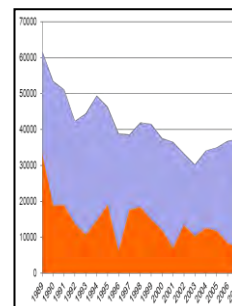
Si cette fonction première d'observation à destination des élus locaux, des administrations et des professionnels doit être affirmée, un des enjeux est également la diffusion d'informations à destination d'un public élargi. Une réflexion sera menée à cet égard en 2012.

Pour progresser dans cette direction, 5 orientations prioritaires sont proposées :

- construire une vision d'ensemble des projets envisagés par les collectivités franciliennes (synthèse des CDT et carte projets) ;
- rafraîchir l'information disponible via les grandes enquêtes nationales et identifier les domaines dans lesquels l'espacement des enquêtes ou la taille des échantillons sont sources de difficultés pour conduire des études sur l'Île-de-France ;
- renforcer les travaux engagés sur la fonction en étroite articulation avec les EPF et avec l'ORF et la SAFER ;
- s'assurer de l'appropriation des outils de traitement et diffusion des données par les services régionaux et les organismes associés. Ceci doit permettre dans un avenir proche, d'assurer à l'ensemble de la sphère régionale l'accès à une information de qualité, et permettant une lecture et une évaluation harmonisée des politiques régionales ;

#### **Diversité des données et approches transversales : deux exemples**

*Foncier et logement : la construction en ZAC :*



#### *Risques naturels et densité de population*



<sup>3</sup> - Outils grand public ou plus spécifique selon les thématiques, regroupés dans la gamme VISIAU

- développer la politique de mise à disposition gratuite d'une grande partie de ces données et donner une nouvelle dimension partenariale à ces outils, en accentuant la mutualisation de la collecte ou la validation des données ainsi que le partage des coûts (bases de données en ligne, VisIAU et cartographie interactive).

**L'Institut « observatoire de la métropole » :**

**Renvoi aux travaux cités dans le programme :**

**- Quelques données nouvelles et leur exploitation :**

- > Atlas des Franciliens (chapitre 6)
- > Enquête globale transport (chapitre 3)

**- Enquêtes IAU îdF 2012 :**

- > Carte projets et CDT (chapitre 2)
- > Sécurité et victimation (chapitre 6)
- > Pratiques sportives (chapitre 7)
- > Mode d'occupation des sols MOS (chapitre 10)

**- Observatoires thématiques :**

- > Foncier et documents d'urbanisme (chapitre 2)
- > Transport, mobilité, fret (chapitre 3)
- > Environnement (chapitre 4)
- > Immobilier d'entreprises (chapitre 5)
- > Logement social et renouvellement urbain (chapitre 6)
- > Observatoire de la santé (chapitre 7)

**- Systèmes d'information géographique et cartographie interactive :**

- > SIG régional et VisIAU thématiques (tous chapitres)



# 4

## Réflexions prospectives, nouveaux enjeux et thèmes de débat

En lien avec le monde de la recherche et les professionnels, il s'agit de confirmer l'IAU îdF comme lieu incontournable des réflexions prospectives autour des nouveaux enjeux de la société urbaine.

### 4.1. Identification et mise en débat des nouveaux enjeux de la métropolisation

Les médias ont abondamment commenté le fait que les villes soient désormais le cadre de vie de plus de la moitié de la population mondiale et que ce fait statistique était révélateur de nouveaux enjeux. En fait, ce n'est pas tant au franchissement de ce seuil symbolique que s'attachent les nombreux professionnels qui s'intéressent à la ville qu'aux implications d'une dimension nouvelle dans la croissance urbaine et la métamorphose des villes, dimension qualifiée par le terme de métropolisation. Ce terme paraît dans la littérature spécialisée plus porteur de sens que le dépassement d'un quelconque seuil statistique. Le terme de métropole recouvre des réalités très diverses selon les auteurs et le processus de métropolisation est, pour certains, gage d'une nouvelle phase de développement des villes gagnées par une dynamique vertueuse, alors qu'il est pour d'autres annonceurs d'évolutions incontrôlables et de multiples désordres.

Il ne s'agit pas là d'un débat académique et la compréhension de ce processus est indispensable pour poser sur des fondements solides les politiques d'aménagement et de développement des prochaines décennies. En effet, alors que pour certains cette métropolisation est le reflet d'une croissance quantitative des villes et ne constitue qu'un moment de la croissance urbaine, elle est pour d'autres la résultante de l'internationalisation de l'économie et des choix effectués par les grands groupes de privilégier telle ou telle localisation, générant ainsi une hiérarchie urbaine, différente d'ailleurs selon les secteurs économiques. D'autres y voient essentiellement la conséquence conjointe du poids économique atteint par certaines villes et l'émergence des nouvelles techniques de traitement de l'information et de l'accélération des échanges qu'elle rend possible.

« À partir d'un certain stade, les villes produisent suffisamment de diversité pour devenir des métropoles dont le développement devient auto-entretenu et cumulatif, à travers des mécanismes de diversification et de sélection des activités, fonctions et secteurs les plus entraînants. Les métropoles se consolident enfin au travers d'un double mouvement externe et interne : leur mise en réseau et la coordination de leurs activités »<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> La métropolisation : croissance, diversité, fractures. Paris Anthropos 1999 - C. Lacour et S. Puissant



Londres : l'élan  
provoqué par les jeux  
olympiques...

...survivra-t-il à la  
crise financières ?  
(Opération Battersea)



Le passage de la grande ville à la métropole s'apparenterait ainsi à la naissance d'une étoile, accumulation d'emplois et intensification des échanges provoquant un changement d'état, et l'amorce d'un processus de développement d'un type nouveau et auto-entretenu.

Au-delà de la validation de telle ou telle conception des fondements du processus de métropolisation, ce qui est en cause c'est également la portée assignée par les auteurs à cette mutation. Pour certains, l'essor économique associé à la métropolisation est ainsi indissociablement lié à l'étalement urbain, à la fragmentation sociale et spatiale, à l'explosion de la mobilité, l'extension de l'espace urbain appelant inéluctablement le besoin d'une nouvelle gouvernance.

On voit bien la multiplicité des enjeux qui s'attachent à ce processus aujourd'hui invoqué de toutes parts et l'importance que revêt pour l'Institut l'organisation d'un axe de travail sur ce thème. Ce travail qui fera appel à des travaux émanant de l'ensemble des départements d'étude, mettra l'accent sur les aspects suivants :

- de la théorie aux effets mesurés : mise en débat des positions exprimées par les principaux auteurs ayant publié sur le sujet et confrontation aux observations et travaux de l'IAU îdF dans le cadre d'un cycle d'ateliers largement ouvert au monde de la recherche (débat, études, synthèses) ;
- conséquences de la métropolisation et pertinence des politiques publiques.

Elles peuvent être mises en débat et étudiées en se centrant sur quelques questions majeures :

- quelles capacités d'action pour la puissance publique dans ce contexte et qu'attendre demain de la planification ?
- opportunités et effets bénéfiques à saisir, politiques correctrices à refonder ;
- développement et aménagement durable : faut-il redéfinir nos objectifs ?

**Identification et mise en débats  
des nouveaux enjeux de la métropolisation :**

**Renvoi aux travaux cités dans le programme :**

- **Prospectives et planification (chapitre 1)**
- **Études comparatives avec les autres grandes métropoles**
  - > Grands projets urbains européens (chapitre 2)
  - > Aménagement et transport à Londres (chapitre 3)
  - > *Clusters* et campus internationaux (chapitre 5)
  - > Politiques de cohésion sociale en Europe (chapitre 6)
- **Impacts de la métropolisation et études thématiques**
  - > Mesure de l'étalement urbain, pressions foncières (chapitres 2 et 4)
  - > Enjeux environnementaux et EGCEs (chapitre 4)
  - > Économie complexe et métropolisation (chapitre 5)
  - > Les évolutions de la géographie sociale (chapitre 6)
- **Mise en débat de ces questions**
  - > Cycle d'ateliers avec les milieux de la recherche
  - > Ateliers Metropolis (chapitres 4 et 9)
  - > Contribution à l'événement Rio + 20 (chapitres 1 et 4).

## 4.2. Mutation économique, finances publiques et développement urbain

Si la crise financière survenue en 2008 et ses prolongements récents n'ont pas encore totalement tétanisés les investisseurs, ils ont déjà conduit à remiser dans les cartons de nombreux projets immobiliers. Alors que les annonces de projets de développement territoriaux se multiplient, chaque territoire veut faire acte de présence dans la course au développement qui semble aujourd'hui ouverte, mais les investisseurs qui, à terme, donneront une réalité à ces intentions restent très circonspects.

L'État et les collectivités publiques seront contraints à des choix difficiles pouvant conduire à la remise en cause de la réalisation d'équipements ou de projets de développement de territoires pourtant considérés hier comme stratégiques.

Ainsi, les grands choix d'aménagement seront probablement régulièrement rediscutés, et la question de la hiérarchisation de la priorité des projets bénéficiant de financements publics deviendra une question importante.

Dans le même temps, la recherche de ressources nouvelles permettant d'équilibrer les budgets publics se traduit par la création de nouvelles taxes ou le relèvement des taux préexistants qui affecteront les budgets des opérations. Les effets sur la viabilité des projets d'aménagement et de construction et sur l'attitude des investisseurs devront faire l'objet d'une évaluation, car la concrétisation des intentions affichées dans les documents de planification dépend de cette validation au jour le jour par les acteurs économiques.

Cette contrainte peut par ailleurs avoir des effets positifs, en incitant plus fortement aux économies d'énergie dans les équipements ou à une gestion plus sobre des espaces verts. De la même façon, elle aura des effets sur l'attitude des entreprises, l'organisation de la production, la relation avec les sous-traitants et les fournisseurs et donc sur l'utilisation de l'espace.

Enfin, les ménages sont également impliqués dans cette dynamique : qu'il s'agisse de leurs choix résidentiels aujourd'hui très contraints et qui resteront fortement marqués par l'environnement économique et financier des prochaines années (accès à l'emploi, conditions d'emprunt pour les accédants, de leur capacité à faire face à certaines dépenses dont le coût ira croissant, notamment les dépenses énergétiques) ; qu'il s'agisse des comportements de mobilité et du lien entre situation économique et demande de déplacements.

Ce travail de veille et de prospective se nourrira bien sûr de comparaisons internationales (les exemples de Londres, Berlin et Madrid font déjà l'objet de travaux comparatifs) mais aussi de l'analyse des données les plus récentes qui nous parviendront au cours des prochains mois et nous permettront de rafraîchir notre perception des comportements des Franciliens, des entreprises et des collectivités.



*Comprendre la stratégie des acteurs et son impact sur l'aménagement (Tour Dexia à La Défense)*

**Mutations économiques, finances publiques et développement urbain :**

**Renvoi aux travaux cités dans le programme :**

**Études comparatives avec les autres grandes métropoles**

- > Le modèle économique des transports madrilènes survit-il à la crise ? (chapitre 3)
- > Variation de l'activité économique et mobilité dans les grandes métropoles (chapitre 3)
- > Études de positionnement économique de l'Île-de-France (chapitre 5)

**- Veille, études thématiques et travaux prospectifs**

- > Marchés fonciers et aménagement (chapitre 2)
- > Adaptation du tissu économique ; nouveaux lieux de l'industrie en Île-de-France (chapitre 5)
- > Évolution du marché des bureaux et comportement des investisseurs (chapitre 5)
- > Contexte économique et financier et comportement des acteurs du logement (chapitre 6)
- > Prospective sur l'offre et la fréquentation touristique (chapitre 7)
- > Impact du contexte économique et législatif sur les capacités financières des collectivités (chapitre 8)

# Le programme d'études

Les études menées par l'IAU île-de-France concrétisent les orientations stratégiques qu'il s'est fixées et répondent aux attentes des acteurs de l'aménagement et du développement des différentes échelles de territoires, au premier rang desquels le territoire régional. Nombre d'entre elles permettent également à l'institut d'anticiper les évolutions en s'inscrivant dans le débat métropolitain, notamment au travers des réflexions sur les enjeux face aux mutations à venir.

Au-delà de la présentation stratégique qui en est faite ci-dessus, une présentation détaillée des études reste nécessaire pour servir de « feuille de route » utile à la mobilisation des moyens de l'institut autour des travaux qui seront mis en œuvre en 2012 et, pour certaines, à l'horizon pluriannuel.

Le présent programme, par nature prévisionnel, s'adaptera comme il est d'usage aux priorités dictées par l'actualité, et sa mise en œuvre tiendra également compte de la mobilisation des partenariats et des moyens.

La présentation des études par grands secteurs d'activité de l'institut permet aussi à ses partenaires d'identifier aisément celles qui font écho à leurs préoccupations. Mais elle ne doit pas masquer le caractère éminemment transversal des travaux menés aux différentes échelles de projets et de réflexion par les équipes de l'IAU île-de-France. Cette transversalité et la pluridisciplinarité qui en résulte sont en effet une des principales forces de l'institut.





## Planification métropolitaine

L'année 2012 sera fortement marquée par la nouvelle révision du Sdrif. Celle-ci va mobiliser l'IAU îdF dans toutes ses expertises et ce, dans des délais très courts. La loi fixe l'échéance de décembre 2013 pour l'approbation finale, ce qui conduit à produire l'essentiel du travail pour une nouvelle version dans le courant du premier semestre 2012 pour que la procédure puisse suivre son cours : avis des personnes publiques associées, enquête publique, arrêt puis adoption du projet, et enfin approbation en Conseil d'État.

### 1.1 Le Sdrif

L'IAU îdF, maître d'œuvre de cette révision, comme de la précédente qui a abouti à l'adoption du Sdrif en septembre 2008, lancera de nombreux travaux destinés à répondre aux attentes de la Région et de ses partenaires, et à l'élaboration de cette prochaine version du Sdrif.

#### • Implication de l'IAU îdF et contributions au processus de révision

L'IAU îdF accompagnera l'ensemble du processus, alimentant les choix de la Région en propositions, en production de textes, cartes et données. Il s'agit d'aider à la prise de décision, de garantir la cohérence technique et la solidité juridique du document, mais aussi de participer à la préparation des principaux moments de la concertation. L'exercice de révision du Sdrif est pour l'Institut une occasion d'intense mobilisation interne et d'innovations qui servent bien au-delà du Sdrif lui-même.

L'accord intervenu entre l'État et la Région sur le réseau de transport du Grand Paris Express, ainsi que les conséquences des nouvelles dispositions législatives (lois Grenelle, loi Grand Paris, loi du 15 juin 2011 sur le Sdrif, etc.) sont à prendre en compte dans la nouvelle révision. Celle-ci doit également constituer une opportunité pour faire progresser la planification francilienne en l'adaptant à son nouveau contexte, en associant de nouveaux acteurs (Paris Métropole, l'Atelier international du Grand Paris, etc.), en la rendant plus efficace et mieux comprise.

L'évaluation environnementale sera reprise, en renforçant sa dimension pédagogique. Un référentiel d'évaluation environnementale sera constitué, support destiné à l'évaluation des SCoT et PLU.

### 1.2 Planification et travaux à l'échelle interrégionale, nationale et européenne

La métropole francilienne doit se penser et se construire à partir d'un travail prenant en compte diverses échelles. Ainsi, la méga-région, le Bassin parisien, l'Europe, sont des dimensions à intégrer pour préparer l'avenir de l'Île-de-France.

#### • L'Île-de-France en Europe

Il est proposé de préparer, en 2012, un Cahier de l'IAU îdF sur « L'Île-de-France en Europe ». Ce cahier fera suite au séminaire co-organisé fin 2011 par l'IAU îdF et le bureau Île-de-France Europe à Bruxelles et permettra de mieux saisir le niveau d'intégration entre l'Île-de-France et l'espace européen, ainsi que de repérer d'éventuels leviers d'action utiles à la définition d'une stratégie renouvelée pour l'Île-de-France en Europe.

L'Institut continuera à s'impliquer dans les réseaux européens, via Metrex, les organes de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe (contribution et échanges prévus au sein de cette dernière instance sur les thématiques de la gouvernance et de la démocratie participative, de la cohésion sociale et territoriale, du paysage et du co-développement durable).

- **Le Bassin parisien**

L'échelle du Bassin parisien continuera à être explorée, affirmant l'IAU îdF comme centre de ressources pour les 8 régions du Bassin parisien. Les déclinaisons sur l'Axe Seine (de Paris au Havre), notamment à travers la coopération entre les agences d'urbanisme, ou sur le positionnement stratégique de l'Eure dans le Grand Paris se prolongeront en 2012. L'IAU îdF se rapprochera de l'association des villes du grand Bassin parisien qui relance une réflexion à cette échelle.

## 1.3 Réflexions sur la planification de la métropole durable

Vingt ans après le sommet de la Terre, qui a vu se propager le concept de développement durable, et en vue de l'événement international « Rio + 20 » qui marquera cet anniversaire, l'IAU îdF affichera son engagement pour le développement durable du territoire francilien.

Cet engagement se traduira par diverses initiatives, publications ou événements, dont certains à vocation et à visibilité internationales. L'aménagement durable sera le fil conducteur de plusieurs approches portant notamment sur les thèmes suivants :

- **Ville et croissance verte**

Capitaliser sur le travail effectué en 2011 pour le PUCA et l'OCDE et accompagner les comparaisons internationales qui vont être lancées (Chicago, Stockholm, etc.).

- **Nouveaux quartiers urbains**

Valoriser le savoir accumulé depuis le lancement par la Région du premier appel d'offres sur les « nouveaux quartiers urbains ».

- **Conditions de la réussite de la densification et de l'intensification**

Organiser une production spécifique en vue d'une manifestation, faisant suite aux travaux en 2011 avec la CDC et l'OCDE ; étude à débiter sur « densité et forme urbaine : du nouveau ? », basée sur la mise en place d'un outil croisant diverses bases de données mesurant la densité à différentes échelles.

- **Club des aménageurs**

Animé par l'IAU îdF, il continuera à se mobiliser sur les problématiques de l'aménagement durable.

- **Dimension des risques**

À traiter en tirant les leçons de l'« après Fukushima » et en approfondissant les travaux produits en 2011 sur le risque inondation (cf. chapitre 4).

- **Alimentation durable des Franciliens**

Ces études s'inscrivent dans une perspective pluriannuelle : 2012 sera consacrée aux « filières courtes de proximité » (cf. chapitre 4).

- **Les « cités jardins »**

Travaux avec TCPA (Town and country planning association) et la FIHUAT sur les principes des « cités jardins » et leur pertinence par rapport au développement durable.

- **La collection des Carnets pratiques**

Elle s'enrichira de deux numéros : sur l'aménagement durable, et sur les quartiers de gare.

- **Groupes de travail du GRIDAUH**

Travaux sur l'écriture juridique du SCoT, visant à préciser avec les experts du domaine les méthodes d'élaboration de ces documents d'urbanisme, dont le cadre a beaucoup évolué avec les lois Grenelle.

À la suite de la publication du n° 160 des *Cahiers* « Gouvernance(s) et ingénieries métropolitaines », une démarche d'approfondissement sera lancée pour mieux comprendre le lien entre gouvernance et cadre de la planification, visant à mieux appréhender la fabrique de la ville (quels acteurs ? quelles stratégies ?) et à identifier les pistes d'évolution du système de planification francilien en s'appuyant sur une réflexion de fond sur le fait métropolitain. Un regard spécifique sera porté sur le rôle des acteurs privés dans la gouvernance francilienne.

En s'appuyant sur l'expérience du Sdrif et en prolongement de la réflexion menée à l'occasion de la publication du n° 158 des *Cahiers* « Et demain ? », il est envisagé de lancer une réflexion de fond sur « prospective et planification » : comment mieux utiliser la prospective dans la planification (ruptures, cycles courts, incertitudes, méthodes de travail, phasage,...) ? Des apports théoriques, juridiques, techniques, historiques et comparatifs, y compris internationaux, seront à mobiliser dans cette perspective.



## Urbanisme et aménagement

L'IAU îdF contribue à la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durable de la Région. Pour cela, il s'attache à créer des liens entre disciplines et champs d'action (foncier, habitat, économie, services, mobilité, environnement et santé), mais également entre l'échelle métropolitaine et l'échelle locale (celle des communes, des intercommunalités et des départements). Cette démarche se concrétisera en 2012 par des travaux de diagnostic, de prospective et de projet sur l'espace urbain et rural, ainsi que par l'élaboration de documents de stratégie et des projets portés par les différents acteurs de l'aménagement régional.

### 2.1 Les territoires et leur aménagement

#### • Les territoires d'intérêt régional

Ces territoires ont été identifiés dans les documents de planification adoptés ces dernières années (Sdrif, projets de Contrats de développement territorial, GP3 du Contrat de plan État-Région, chartes urbanisme transport, projets de SCoT, etc.). L'IAU îdF, déjà impliqué dans les travaux intéressant nombre d'entre eux, sera par ailleurs mobilisé sur certains sites, à la demande de la Région ou dans le cadre de convention avec les collectivités territoriales concernées.

Les sites suivants sont (ou pourraient) être concernés<sup>5</sup> :

- Orly-Rungis-Seine-Amont, en partenariat avec l'EPORSA, le CG 91 et le CG 94\* ;
- La Vallée scientifique de la Bièvre, avec le CG 94, l'association de la VSB et la CA du Val de Bièvre\* ;
- Le Plateau de Saclay, avec le syndicat intercommunal d'études et de programmation du Nord Centre Essonne\*, les quatre communautés d'agglomération et l'Établissement public Paris-Saclay\*\* ;
- Le territoire Centre-Essonne-Seine-Orge, en partenariat avec l'AUDESO et la communauté d'agglomération d'Évry\* ;
- Le secteur de Melun-Sénart avec le CG 77 et l'EPA Sénart\*\* ;
- La Défense, en partenariat avec l'EPADESA et le SIEP des 2 Seine\* ;
- Les territoires de Seine-Aval et de Cergy, en lien avec l'EPAMSA, l'AUDAS et la CA de Cergy\*\* ;
- Les territoires de la Plaine-de-France-Ouest et le secteur RN3-canal de l'Ourcq, en lien avec le CG 93, les communautés d'agglomération Plaine-Commune et Est-Ensemble\* ;
- Le secteur aéroportuaire autour de Roissy-Charles-de-Gaulle, avec les CG 93, 95 et 77, et l'établissement public Plaine-de-France\* ;
- La Vallée de la Marne, avec les CG 93 et 77, l'ACTEP et l'EPA Marne\*.

#### • Les correspondants départementaux

Concernant l'ensemble de ces territoires, l'IAU îdF, par ses correspondants départementaux, assure une veille sur leurs projets et leur évolution, en liaisons avec les réseaux techniques locaux. Ils apportent un appui technique à la Région pour la révision du Sdrif, la définition des projets de territoire (GP3 ou CDT), l'élaboration des documents d'urbanisme.

#### • Le territoire du Fleuve

Le Sdrif a identifié la Seine comme espace emblématique de l'aménagement régional. En 2012, les travaux viseront à identifier les projets dans le corridor fluvial, à enquêter les collectivités pour analyser leur participation à la valorisation d'ensemble de ce territoire. Une mise en commun permettra d'élaborer un document cadre. La prise en compte d'expériences françaises et étrangères enrichira cette démarche.

<sup>5</sup> *En cours* (\*), *en projet* (\*\*)

- **Les parcs naturels régionaux (PNR)**

Elément majeur de la politique d'aménagement de la Région, la création des PNR et le renouvellement de leurs Chartes font partie des travaux auxquels l'IAU îdF a apporté son appui depuis la création de ces structures.

En 2012 ce travail concernera :

- le projet de parc Brie et deux Morins ;
- le futur parc du Bocage Gâtinais ;
- l'articulation des PNR avec le Sdrif ;
- l'appui technique au réseau des parcs franciliens.

- **Appui aux travaux de Paris Métropole et des conseils généraux**

L'IAU île-de-France apporte son appui aux grandes collectivités franciliennes, actrices majeures de l'aménagement. C'est notamment le cas de Paris Métropole et de plusieurs conseils généraux.

- Paris métropole : appui à la commission Projets métropolitains, mise en œuvre de l'appel à initiatives, travaux relatifs à l'avis de Paris Métropole sur les CDT et sur le Sdrif, appui aux autres commissions ;
- Appui à l'élaboration des documents cadres exprimant la stratégie de développement et d'aménagement de plusieurs départements franciliens (travaux en cours avec les CG 93 et CG 94, projets avec plusieurs autres départements) et travaux préliminaires de cadrage.

## 2.2 Urbanisme et projets urbains

- **Connaissance des grands projets urbains européens**

Après le colloque organisé en 2009 sur les grands projets des métropoles européennes, l'Institut poursuit son travail de mise en évidence des projets innovants porteurs d'enseignements, mais confrontés aux ajustements dus aux difficultés économiques. Après Paris-Londres (2009) et Paris-Hambourg (2010), il est proposé d'organiser en 2012 un atelier d'échanges Paris-Milan.

- **Urbanisme et transport**

Enjeux urbain des projets de transport en commun

Ces travaux, conduits en lien avec le STIF concerneront une douzaine de secteurs : l'arc complémentaire du Grand Paris Express, le prolongement de lignes de métro M1 à Val-de-Fontenay et M10 à Ivry, le prolongement du tramway T8 à la gare Évangile et T1 à Rueil, Nanterre et La Défense, les TCSP Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Meaux, Sénia-Orly, Massy-les Champarts, Massy-les-Ulis, Mantes-Rosny, les bassins de transport d'Argenteuil, Roissy, le pôle de Bobigny, la rocade ferrée de moyenne couronne et le doublement du tunnel RER B/D).

Avenues métropolitaines

La mutation des corridors autoroutiers est un sujet suscitant un intérêt croissant (ACTEP, CG 77...). En 2012, l'IAU îdF organisera un séminaire pour confronter les expériences internationales et franciliennes et initiera un programme d'étude « la Ville après l'autoroute »

Élaboration de nouvelles Chartes urbanisme transport :

Après l'élaboration d'une charte urbanisme-transport autour de la ligne M11, l'IAU îdF appuiera la Région dans l'élaboration de nouvelles Chartes (TCSP Massy-Saint-Quentin, tangentielle ferrée nord, le tramway RD5, TZen 3 sur la RN3).

Circulation douce

L'IAU îdF assure un recollement des projets et aménagements cyclables des collectivités locales utilisé dans le cadre de la Charte urbanisme-transport de la ligne M 11 (étude sur le rabattement des modes actifs vers les nouvelles stations).

Territoires aéroportuaires

L'IAU îdF participe au réseau européen des régions aéroportuaires (ARC) et contribue à ses projets. Il développe ainsi son expertise internationale sur les évolutions économiques et urbaines dans les secteurs aéroportuaires en Île-de-France et à l'étranger, sa recherche d'une meilleure intégration des aéroports dans leur territoire d'accueil et l'optimisation de leur impact métropolitain. Une étude sur les évolutions socio-économiques dans les zones de bruit autour de CDG et d'Orly sera finalisée en 2012.

- **Urbanisme durable**

En lien avec les travaux sur la planification de la métropole durable (chapitre 1.3), l'IAU îdF conduit diverses études destinées à renforcer sa connaissance et ses méthodes :

- densification (dans le cadre de la convention avec le CG93 et avec l'EPF),
- évolutivité des tissus urbains et péri-urbains,
- urbanisme souterrain : participation au projet de recherche « ville 10D, ville d'idées » piloté par l'AFTES,
- densité, formes urbaines et réduction de la consommation énergétique : recueil de bonnes pratiques,
- contribution à l'élaboration d'un *Carnet pratique* sur la nature en ville (cf. chapitre 4)

- **Grand paysage métropolitain**

Contribution au séminaire « le paysage, acteur de la métropole » initié par les Ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine et prévu en septembre 2012 (partenariat avec la Région).

## 2.3 Urbanisme et planification locale : observatoire et appui à la Région

- **Les SCoT et PLU**

L'IAU îdF assure un suivi des documents d'urbanisme locaux et tient à jour le tableau de bord des procédures, ainsi que le repérage cartographique de la prise en compte du projet de Sdrif.

Il apporte un appui technique à la Région dans le cadre de son association à l'élaboration des SCoT et des PLU, notamment par des notes techniques lors du lancement des procédures et de la consultation des personnes publiques associées. Il participe aux groupes de travail d'élaboration des SCoT.

En 2012 des ateliers organisés avec les services de la Région permettront d'améliorer les méthodes d'analyse et de prise en compte des orientations du projet régional dans les documents d'urbanisme.

- **Mesure de l'étalement urbain**

La mesure de la consommation d'espace est un objectif du Grenelle II. L'étude visera à permettre des comparaisons entre territoires franciliens d'une part, et entre métropoles françaises d'autre part, dans la perspective d'une évaluation comparative de l'efficacité des stratégies de maîtrise de cette consommation.

## 2.4 Foncier : observatoire, étude et animation

- **Observatoire régional du foncier**

Animation technique et secrétariat permanent de l'Observatoire régional du foncier en lien avec la DRIEA. Dans ce cadre sont conduits des travaux d'observation des marchés fonciers et des réflexions sur les gisements fonciers, leurs spécificités et les moyens de les mobiliser.

- **Analyse des pressions foncières sur les espaces agricoles**

En partenariat avec la SAFER Île-de-France : analyse des pressions foncières dans les espaces ruraux à partir des données sur les transactions des années 2009 et 2010.

- **Appui à l'Établissement public foncier d'Île-de-France**

et études sur le foncier en milieux périurbains, ainsi que sur la reconversion des zones d'activités économiques.

En lien avec l'EPF d'Île-de-France, pilotage technique des études foncières engagées dans le cadre du prolongement de la ligne 11 du métro.

- **Publication d'un numéro des Cahiers consacré au foncier**

L'IAU îdF publiera un numéro des *Cahiers* présentant les différentes dimensions de la question foncière dans l'aménagement, les enjeux, les stratégies et les modes d'actions des différents acteurs.

- **Processus de densification du pavillonnaire**

Travaux sur les processus de densification pavillonnaire menés par le laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés de l'École des Ponts ParisTech.

- **Études de mutabilité et potentiels de densification**

Identification de potentiels de mutation foncière dans le cadre des études sur les projets de transports, des réflexions sur le maintien d'activités de logistique urbaine, de l'élaboration du plan régional d'élimination des déchets de chantier.

## 2.5 SIG et cartographie

- **VisIAU aménagement**

Développement du VisIAU Aménagement auprès des partenaires actuels (Paris-Métropole, Cadredeville, EPFIF) et diffusion auprès de nouveaux partenaires.

- **Carte projet**

Poursuite du recensement et actualisation des projets d'aménagement afin de mettre à jour et enrichir la carte projet qui est un des volets principaux du VisIAU aménagement.

- **Visualisation 3D**

Poursuite des travaux sur la modélisation en 3D :

- conception d'un prototype multimédia pour la promotion du Grand Roissy en liaison avec Hubstart et 3 partenaires privés ;
- échanges avec l'éditeur ESRI autour du logiciel 3D *City Engine* (retour d'expérience, démonstration, bêta-test) ; participation aux rencontres et colloques dédiés à la 3D.

- **Réalisation d'un numéro des *Cahiers* consacré à la cartographie**

En vingt ans, le paysage de la cartographie a beaucoup changé.

La « force de la carte » est reconnue et son usage est sorti des sphères spécialisées. Dans un contexte où il y a toujours plus de demande et toujours plus de technique, dans la mesure aussi où d'autres types de documents iconographiques sont diffusés, l'IAU îdF préparera en 2012 un numéro des *Cahiers* consacré à la cartographie, dont la publication est prévue en 2013.



## Transports et déplacements

Après une année marquée par d'intenses débats sur l'organisation du réseau de transports en commun du futur, le programme 2012 sera fortement marqué par les éléments suivants :

- les études sur la mobilité à partir de la dernière enquête générale sur les transports (EGT 2010) ;
- la reprise de la révision du Sdrif avec l'intégration du réseau de transport du Grand Paris ;
- les suites des Assises régionales du fret qui se sont tenues en juin 2011.

### 3.1 La mobilité des personnes et des biens

#### • Observation et analyse de la mobilité

##### - L'enquête globale transport

Achevée en 2011, elle apportera des éléments précieux, dix ans après la dernière grande enquête sur ce sujet. Les premières exploitations engagées fin 2011 permettront d'élaborer avec le Stif la plaquette de **présentation des grands résultats**.

Ensuite, une série d'exploitations et d'analyses des **profils de mobilité de catégories de Franciliens** sera entreprise (les jeunes, les femmes, les actifs, les résidents du cœur d'agglomération...).

Enfin, en liaison avec le Stif et dans le cadre de l'Observatoire de la mobilité en Île-de-France (OMNIL), un programme pluriannuel de travail sera établi.

##### - Les migrations alternantes des Franciliens

Une première *Note rapide* réalisée conjointement avec le Stif sera publiée début 2012. D'autres exploitations sur la mobilité des Franciliens seront réalisées en 2012 à partir du recensement (dans le cadre de l'Atlas des Franciliens). Celles-ci compléteront les exploitations de l'EGT.

#### • Analyse complémentaire du parc automobile francilien

Réalisée à partir de la base de données Association Auxiliaire de l'Automobile (AAA), elles porteront, selon les possibilités d'accès aux données de la base, sur le thème de l'équipement automobile en lien avec les profils socio démographiques (PGP) et les comportements de mobilité (EGT).

#### • Les personnes à mobilité réduite

L'utilisation des services pour les personnes à mobilité réduite fera l'objet d'une publication sur les services des départements 77, 91 et 93, mis en place depuis le rapport publié par l'IAU îdF en 2010.

Par ailleurs, la possibilité de s'appuyer sur l'enquête handicap santé pour analyser les limitations fonctionnelles et les restrictions d'activité lors des déplacements des Franciliens sera étudiée, en lien avec l'ORS.

#### • Mobilité et espaces péri-urbains

Ce projet de recherche sur la mobilité des habitants du péri-urbain est subventionné par le PREDIT 4 (premiers résultats fin 2011 à partir des EGT, puis réalisation d'enquêtes qualitatives auprès d'un échantillon de population seine-et-marnaise).

#### • Mobilité et polarité

Le projet de métro du Grand Paris repose sur une organisation multipolaire du territoire régional. Pour éclairer ce sujet, il est prévu d'établir un état des lieux des déplacements de pôle à pôle à partir des enquêtes disponibles.

- **La mobilité longue distance**

Ce thème sera abordé de plusieurs manières :

- examen des résultats fournis par l'Enquête Nationale Transport de 2008 ;
- veille documentaire sur les études et sources disponibles à ce sujet ;
- exploitations du recensement sur cet aspect.

- **Démographie et mobilité 2040**

Participation au groupe de suivi technique de l'étude lancée par la RIF sur ce thème

- **Centre de ressources marchandises**

Dans la suite du PDUIF, les Assises régionales du fret et de la logistique ont confirmé la nécessité de disposer, à l'échelle de l'Île-de-France, d'un centre de ressources, qui soit un lieu d'observation et de rencontre entre la sphère publique et la sphère privée. Dans cette perspective, les objectifs et le contenu de ce centre de ressources seront présentés en 2012 (suite à l'étude réalisée en 2011 avec les principaux acteurs potentiels) avant sa mise en place progressive.

- **Enquête régionale Marchandises en Ville**

En association avec l'État et l'ADEME, la Région a financé en 2010 et 2011 un vaste enquête sur l'organisation du transport de Marchandises en Ville ; il s'agira d'assister la Région dans la phase d'exploitation et d'analyse des résultats de cette enquête.

## 3.2 La dynamique transport / aménagement

- **Contributions au volet transport de la révision du Sdrif**

Il s'agira non seulement de reprendre les éléments correspondants du projet 2008, mais d'alimenter les réflexions à partir de plusieurs études réalisées depuis (par exemple celle sur les enjeux urbains d'une rocade TGV) ou en cours en 2012.

- **Appui au déploiement des « Chartes urbanisme transport »**

- Après signature de la charte concernant la ligne 11, poursuite des études en cours (étude foncière et étude commerces et services), engagement de nouveaux travaux (les modes actifs de déplacement) et l'animation technique de l'équipe-projet.
- La Région envisage d'étendre ce dispositif à d'autres projets pouvant concerner la tangentielle nord, le site propre du Plateau de Saclay, le site propre de la RD5.

- **Desserte de grands équipements**

Le cas des universités fera suite à l'examen des BPAL, des grands hôpitaux et des ZAE.

- **Valorisation foncière autour des gares**

Publication d'une *Note rapide* alimentée par les travaux avec le CERTU.

- **Les transports du Grand Paris et l'accessibilité des régions voisines**

En liaison avec les services des régions membres de la C8, une analyse de l'impact des projets liés au Grand Paris sur les conditions d'accès à l'Île-de-France sera menée afin de mettre en évidence les opportunités nouvelles offertes.

## 3.3 Les infrastructures, les équipements et leur usage

- **Préparation de la mise en œuvre du PDUIF**

Afin d'aider les communes et intercommunalités, le Stif a prévu la mise au point d'un guide des plans locaux des déplacements (PLD). L'IAU îdF contribuera à son élaboration (réalisation de fiches techniques comme les déplacements en vélo ou la marche) et participera à la réflexion sur un programme de formation des techniciens locaux sous l'égide du Stif.

- **Usage du vélo et sécurité routière**

Que s'est-il passé entre les deux dernières EGT (2001/2010) concernant l'usage du vélo et du profil de ses utilisateurs ? Constate-t-on des évolutions sur la sécurité de ces déplacements ? Mise à jour de l'enquête sur les bénéfices et les risques de l'usage du vélo en Île-de-France (avec l'ORS).

- **Hiérarchiser un réseau cyclable ?**

S'inspirant des pays d'Europe du Nord, Strasbourg vient de procéder à une hiérarchisation de son réseau cyclable tenant compte notamment de la longueur des trajets. Partant d'études de cas (Strasbourg et Copenhague), l'Institut étudiera l'intérêt de la démarche pour l'Île-de-France.

- **Répondre à la diversité des situations de handicap**

À partir des études menées et de l'analyse des données disponibles, une *Note rapide* sera publiée sur la nécessité de diversifier les réponses face à la variété des situations de handicap.

### 3.4 Fret et logistique

- **Fonctionnement ferroviaire de l'Île-de-France : état des lieux et perspectives**

Point sur le réseau ferré francilien et les différents types de sites ferroviaires, le rôle des différents acteurs, les principaux utilisateurs. Seront également abordées les problématiques des sillons, d'ouverture à la concurrence et des opérateurs ferroviaires de proximité.

- **Les plates-formes et les « ports secs » dans le Bassin parisien**

À partir du recensement élaboré par l'IAU îdF, réflexion sur les plates-formes logistiques du Bassin parisien par corridors et hiérarchisation. Réflexion sur la notion de port sec / centre de distribution s'appuyant sur l'analyse du fonctionnement d'un nombre restreint de ports secs en Europe (Allemagne, Pays-Bas).

- **Diagnostic logistique fonctionnel : analyse d'un grand territoire francilien**

Il s'agira de développer une méthodologie à partir de l'étude de l'un des 15 territoires logistiques stratégiques. Évaluation du foncier logistique à créer et à réaménager, identification des sites nécessitant une action pour éviter leur obsolescence ou pour les dépolluer.

- **Suites des Assises régionales du fret et de la logistique**

- Requalification-dépollution de sites à vocation logistique.

Comme l'avait préconisé le PDUIF, les Assises ont insisté sur la nécessité d'une action d'un opérateur public pour accompagner l'évolution de sites d'activité existants afin d'y maintenir ou d'y accueillir de l'activité logistique : l'IAU îdF appuiera la démarche de la Région sur un nombre restreint de sites (petits sites en zone urbaine, anciens sites industriels...) pour dégager les obstacles et les facteurs favorables à leur remise sur le marché logistique.

- Le dernier kilomètre

Dans le même esprit, la Région entend favoriser des expérimentations concrètes portant sur les livraisons du dernier kilomètre. Il s'agira d'assister la Région au pilotage des études préalables à ces expérimentations.

- **Monographie de sites ferroviaires :**

Études de sites particulièrement stratégiques comme Chelles ou Massy, après ceux de Trappes, Rungis et Noisy le Sec (visites et repérages de terrain; des entretiens avec les principaux acteurs gestionnaires et utilisateurs de ces sites).

### 3.5 Les déplacements et les transports ailleurs

- **La prise en compte des projets d'aménagement par les transports à Londres**

Rapport de mission faisant suite au séminaire de travail avec les services de *Transport for London* (TfL) en charge des questions de valorisation foncière.

- **Veille sur les déplacements et les transports à Berlin, Londres et Madrid**

Poursuite de la démarche mise en place en 2010 : en 2012, les analyses porteront sur le thème de la crise économique : affecte-t-elle, et comment, la mobilité et les transports ?

- **La desserte ferroviaire grandes lignes de Berlin, Madrid et Londres**

En Île-de-France, la desserte ferroviaire par les grandes lignes se caractérise par l'existence de gares terminus dans l'hypercentre de l'agglomération et par le partage de l'utilisation des infrastructures avec les services régionaux et le fret. Ces caractéristiques se retrouvent-elles à Berlin, Londres et Madrid ? Rencontre-t-on des principes d'exploitation différents ? Sont-ils plus avantageux et pourraient-ils être adaptés à notre région ?

- **Le modèle économique des transports madrilènes survit-il à la crise ?**

Sous réserve d'acceptation par les correspondants de l'IAU îdF à la communauté autonome de Madrid, cette question pourrait constituer le thème d'un voyage d'études à Madrid.

## 3.6 Outils et méthodes d'études

- **Enrichissement du Vis/AU Transport**

Après le développement en 2011 de plusieurs modules d'analyse des projets de nouvelles lignes, l'effort portera sur la diffusion et l'enrichissement de cet outil.

- **Mise à jour et développement du SIG Transport**

La mise à jour de la base de données sur les routes, réalisée à 80 % en 2011, sera terminée. Les bases de données sur les projets de transport collectif seront actualisées.

- **Accompagnement cartographique des travaux de la direction Transports de la Région**

- **Modèles de trafic**

Participation au groupe de suivi technique de l'étude lancée par la Région sur ce thème et partenariat avec la DRIEA.

- **Évaluation ex-post des projets**

Participation au groupe de travail lancé par la DT-RIF sur ce thème.



## Environnement

Dans le domaine de l'environnement, les travaux liés aux grands documents de planification contribueront fortement à structurer le programme 2012.

Ils porteront en particulier sur :

- la reprise de la révision du Sdrif (en particulier l'évaluation environnementale) ;
- l'élaboration des plans issus du Grenelle (SRCE, SRCAE, PREDEC...) ;
- la territorialisation des enjeux environnementaux (territoires écologiquement prioritaires, inégalités territoriales, proximité et accessibilité aux ressources et aux aménités...) ;
- l'impact sanitaire de la situation de l'environnement.

### 4.1 Espaces ouverts, trame verte et bleue

- **Schéma régional de cohérence écologique (SRCE)**

Le SRCE est un plan issu du Grenelle de l'environnement qui vise à mettre en place une trame verte et bleue (continuités écologiques), notamment au travers des documents d'urbanisme. L'IAU îdF fait partie du comité de projet et apporte un appui technique. Il est aussi membre du comité régional « Trame verte et bleue ».

- **Schéma environnemental des berges**

Ce schéma, réalisé dans le cadre du plan Seine et du contrat de plan interrégional du Bassin parisien (CPIBP), porte sur un linéaire de 1260 km de berges de cours d'eau navigables en Île-de-France. L'IAU îdF est chargé de son élaboration et de la valorisation de la base de données associée.

- **Analyse fonctionnelle des espaces ouverts**

L'IAU îdF accompagne la mise en œuvre de cette méthode qu'il a élaborée, visant à prendre en compte le fonctionnement des espaces ouverts dans l'aménagement : suivi des territoires pilotes, organisation de sessions de formation.

- **Indicateur d'accessibilité aux espaces ouverts : élaboration**

Dans le cadre du plan nature en ville (suite du Grenelle de l'environnement), l'IAU îdF est pressenti pour élaborer cet indicateur, sur proposition de l'AEV et en liaison avec la FNAU.

- **Contribution au projet AEV 2014+**

Dans le cadre de son partenariat et de la convention AEV-Région, l'IAU îdF appuie l'Agence des Espaces Verts dans la définition de son action future, dans la perspective de la mise en œuvre du système régional des espaces ouverts.

- **Plateforme internet sur les espaces ouverts : constitution et alimentation**

Dans le cadre de l'assistance apportée à l'AEV pour l'élaboration de son programme pluriannuel, l'IAU îdF a réalisé un prototype de plateforme internet pour la localisation stratégique des périmètres régionaux d'intervention foncière (PRIF). Cet outil sera complété et rendu opérationnel pour répondre aux besoins plus larges de la Région.

- **Élaboration d'un *Carnet pratique* sur « la nature en ville »**

Ce sujet est traité de manière très inégale, parfois en méconnaissance des réalités de terrain et des potentialités effectives. L'IAU îdF l'a défriché en 2011 et poursuivra la recherche d'expériences probantes dans l'objectif de publier un *Carnet pratique* sur ce thème en 2013.

## 4.2 Ressources naturelles et recyclées

- **Filières agricoles et alimentaires courtes de proximité : état des lieux et propositions de développement**

À la demande de la DRIAAF et de la Région, et en liaison avec de nombreux partenaires (CESER, CERVIA, Chambres d'agriculture, INRA, ARIA...), l'IAU îdF a engagé une étude pluriannuelle. Il s'agit de dresser un état des lieux des filières courtes de proximité en Île-de-France et de mieux cerner les potentialités de développement de filières emblématiques (céréales, légumes, fruits, produits d'élevage) afin d'améliorer l'approvisionnement alimentaire régional.

- **États généraux de la conversion écologique et sociale (EGCES), groupe agriculture et alimentation**

L'objectif des EGCES est de dégager, dans différents domaines, des mesures concrètes emblématiques, complétant les politiques existantes et anticipant des mutations à venir. À la demande de la Région, l'IAU îdF est co-rapporteur du groupe avec le CERVIA. Thématiques envisagées : l'équilibre territorial et foncier ; l'alimentation de qualité et de proximité ; la préservation des ressources naturelles ; la diversification, l'innovation et l'emploi.

- **Plan régional d'élimination des déchets de chantier (PREDEC)**

Le PREDEC, issu du Grenelle de l'environnement, vient compléter la compétence régionale francilienne en matière de déchets, en remplacement des anciens plans départementaux. L'IAU îdF contribuera aux travaux des groupes de travail, en particulier sur les volets évaluation du gisement, transport et report modal, foncier. Il doit être élaboré pour juillet 2013.

## 4.3 Énergie, climat et risques

- **Schéma régional climat air énergie (SRCAE)**

Le SRCAE vise à coordonner les actions en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de qualité de l'air, d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables. Il est élaboré conjointement par la Région et par l'État d'ici juillet 2012. L'IAU îdF et l'ORS participent aux instances de gouvernance du schéma et apportent un appui technique. Il développe avec Airparif un outil de territorialisation des consommations d'énergie dans le secteur du bâtiment (outil Center).

- **Travaux sur l'énergie et les émissions de gaz à effet de serre**

Le DEUR anime un groupe d'échange interne à l'IAU îdF sur les questions d'énergie et de changement climatique en lien avec l'aménagement.

- **Îlots de chaleur urbains : caractérisation et typologie des situations**

L'IAU îdF a engagé sur ce sujet un travail exploratoire. Il est prévu de progresser dans la connaissance et dans l'anticipation du phénomène, en lien avec le plan climat régional, ce qui nécessitera de compléter les bases de données géographiques de description de la morphologie urbaine régionale.

- **Risques majeurs, naturels et technologiques : actualisation des enjeux**

L'outil VisIAU Risques a permis de progresser notablement dans la caractérisation des enjeux dans ce domaine. La révision du Sdrif et la transposition de la directive européenne de 2007 relative à l'évaluation et à la gestion des risques inondation vont être l'occasion de mobiliser cette connaissance dans l'objectif de réduire la vulnérabilité.

- **Exposition à la pollution atmosphérique le long des grands axes urbains**

À la demande d'associations et de collectivités locales, relayée par la Région, Airparif a engagé une réflexion sur l'exposition des riverains des voies à grande circulation, en lien avec la mise en œuvre du PRQA. L'IAU îdF apporte son appui technique sur le choix des sites d'étude et sur la caractérisation des enjeux (présence de populations sensibles). Ces travaux, qui bénéficieront de l'appui de l'ORS, seront complétés pour prendre en compte la multi exposition air-bruit.

- **Identification des points noirs environnementaux**

Appui à l'ORS, pilote de l'action 6 du Plan régional santé environnement 2, dans l'« identification des points noirs environnementaux afin de réduire les zones de cumul d'exposition prioritaires » du plan régional santé-environnement. L'IAU îdF mettra en place une plateforme de données et d'informations. Ce travail sera articulé avec l'évaluation environnementale du Sdrif.

## 4.4 Éco-région

- **Territoires écologiquement prioritaires (TEP)**

L'IAU îdF a conçu en 2011 un outil de mise en évidence des communes cumulant problèmes environnementaux et problèmes sociaux. En 2012, il s'agit de prolonger cette réflexion pour aider à la définition d'une nouvelle politique régionale de « contrats TEP » dans un objectif de réduction des inégalités territoriales (en lien avec l'ORS).

- **Indicateurs synthétiques de développement durable**

Poursuite du travail de recherche-développement d'indicateurs régionaux : IQE/IQS (indice de bien-être), ITE (indice temporel de l'environnement), IDH2 (indice de développement humain régionalisé), etc. Ces indicateurs sont utilisés dans les politiques régionales (Agenda 21 Île-de-France, critérisation) mais demandent encore un effort de valorisation. L'IAU îdF et l'ORS apporteront leur appui à la Région pour définir ces indicateurs et organiser une conférence sur ce sujet.

- **Indicateurs de développement durable**

Un groupe d'échange interne à l'IAU îdF travaille sur les indicateurs de développement durable, afin d'articuler les indicateurs des sphères environnementale, sociale et économique.

- **Mémento de l'environnement 2011 : valorisation**

L'IAU îdF et le comité de pilotage du mémento ont décidé de favoriser la diffusion sur support internet. Cette option sera approfondie en prévision de la prochaine édition 2013.

## 4.5 Données et outils

- **Cartographie interactive sur internet**

- « VisIAU Environnement »
- Représentation des différentes thématiques environnementales ;
- Conception en partenariat avec la DRIEE, de cartes des principaux enjeux environnementaux.
- VisIAU Risques

- **Observation de la consommation d'espace (cf. dispositif OCEAN)**

Établissement d'un répertoire de cas concrets en lien avec les partenaires d'OCEAN, pour alimenter une analyse quantitative et qualitative de la consommation d'espaces ouverts.

- **Base de données sur les éléments fixes du paysage**

Exploitation en partenariat avec Natureparif

- **Outils et indicateurs**

- Ecomos : actualisation en partenariat avec Natureparif.
- Indice de végétation : actualisation

## 4.6 Appui à la Région et autres actions

Cet appui portera notamment sur les thèmes suivants :

- Agenda 21 Île-de-France ;
- Plan climat pour la région ;
- Prise en compte des enjeux agricoles dans l'aménagement ;
- Mise en œuvre de l'analyse fonctionnelle des espaces ouverts
- Ecostations d'épuration ;
- Révision de la politique de l'eau.

## 4.7 Partenariats

- **AiGP et CAUE**

Participation aux cycles sur les espaces ouverts, ou sur « projet urbain et trames écologiques ».

- **Nouvelles conventions**

- Avec AEV, ARENE, ROSE, AIRPARIF, DRIEE, NATUREPARIF (actualisation d'ECOMOS)
- INRA : constitution d'un réseau de recherche sur la pollution des villes, les jardins et l'agriculture urbaine
- TEDDIF (Réseau Territoires environnement et développement durable) et comité régional des agendas 21.





## Économie, recherche, emploi

Concernant les liens entre développement économique et aménagement du territoire, les travaux porteront en priorité sur la révision du Sdrif, l'aménagement numérique du territoire, les conditions de développement de clusters, l'accompagnement des territoires et l'insertion des activités en zone dense.

L'Institut poursuivra également ses études comparatives avec les autres métropoles européennes et mondiales, afin de déceler les innovations qui pourraient être sources d'inspiration, ou les éléments d'alerte sur l'impact de la situation économique sur l'aménagement.

### 5.1 Comparaisons internationales et positionnement de l'Île-de-France

- **Métropoles européennes créatives**

Partenariat avec Londres afin d'effectuer une analyse comparative de ces activités dans les deux métropoles. Un rapprochement est également envisagé avec un réseau européen de métropoles.

- **Clusters et campus internationaux**

Campus scientifiques et clusters dans les métropoles du XXI<sup>e</sup> siècle. Après les cas d'Helsinki, Zurich, Séoul et Singapour, l'étude portera sur deux villes nord-américaines. Sur ce même thème, l'IAU îdF pilote un groupe de travail du réseau de métropoles européennes METREX qui se centrera sur ce sujet en 2012.

- **La résilience des régions et métropoles européennes par rapport à la crise**

Réponse à un appel à projet sur ce thème dans le cadre du programme européen ESPON : étude de cas sur l'Île-de-France et réflexion sur les indicateurs pertinents.

- **Classements universitaires internationaux**

Suivi de l'évolution de la position de l'Île-de-France, dans le contexte de regroupement des établissements d'enseignement supérieur, assuré conjointement avec l'Unité développement de la Région.

### 5.2 Évolution de l'économie francilienne

- **Mise en œuvre de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation**

Dans le cadre de cette politique, l'IAU îdF apportera son appui à la région dans trois domaines :

- diagnostics et stratégies de territoires pour les Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique ;
- participation active à la Cellule d'intelligence économique mise en place par l'Etat et la Région ;
- aménagement numérique.

- **Révision du SDRIF**

Dans le cadre de la révision du SDRIF, les travaux en matière économique porteront notamment sur :

- la construction de nouvelles hypothèses d'emploi à horizon 2030 ;
- l'estimation des besoins fonciers et immobiliers pour les activités économiques ;
- l'actualisation des orientations en matière de commerce, notamment en fonction de l'évolution des textes sur l'urbanisme commercial ;
- l'adaptation du chapitre sur l'aménagement numérique du territoire en fonction des évolutions du contexte et des conclusions de la SCORAN.

- **Évolution de l'économie en Île-de-France**

Analyse comparée des évolutions économiques en l'Île-de-France et en province ; point sur la situation francilienne et ses spécificités par rapport à quelques grandes régions françaises.

- **Croissance verte**

En 2011, une expertise de l'OCDE sur la croissance verte dans les métropoles a porté sur l'Île-de-France mais aussi Chicago et Stockholm. L'Institut a participé à cette expertise sur l'Île-de-France (demande du PUCA). Suite à ce rapport, l'étude des atouts et faiblesses révélés par l'expertise sera approfondie.

- **Caractérisation de l'économie complexe dans la métropolisation**

Réflexion sur de nouvelles segmentations statistiques destinées à mieux refléter les réalités de l'économie métropolitaine : *économie de services*, *économie de la « proximité »*... Une première phase exploratoire associera des chercheurs et s'appuiera sur le cas de territoires infrarégionaux. Elle se poursuivra sur trois ans.

- **Parité hommes/femmes**

Appui à la Préfecture de Région et au Conseil régional, en vue d'une publication de chiffres clés sur les femmes dans la vie active et sociale ; publication d'une note sur l'entrepreneuriat des femmes.

## 5.3 Tissu productif et secteurs d'activités

- **Énergies renouvelables**

Après le photovoltaïque et l'éolien, étude du potentiel de structuration d'une filière industrielle d'exploitation de la biomasse en Ile-de-France.

- **Industries créatives**

Ce secteur fera l'objet de travaux portant sur :

- l'écosystème parisien de la filière du cinéma, en partenariat avec la Ville de Paris ;
- les déterminants de la localisation des galeries d'art, première approche conduite en partenariat avec la DRAC Île-de-France et la Ville de Paris ;
- la délimitation du secteur des industries créatives de la métropole lilloise (appui méthodologique apporté à la Communauté d'agglomération de Lille).

- **Comportement des PME, PMI à l'export et dépendance aux grands groupes**

Approche menée en collaboration avec l'Unité Développement du Conseil régional pour identifier les spécificités des entreprises franciliennes.

- **Entrepreneuriat social**

Approche qualitative complétant l'exploitation statistique déjà réalisée sur la création et la survie des jeunes entreprises en Île-de-France, en ciblant les jeunes entreprises de l'économie sociale et solidaire.

- **Circuits courts de proximité alimentaire**

(cf. 4.2 ci-dessus).

## 5.4 Économie et territoires

- **Aménagement numérique du territoire**

Sur ce thème qui, depuis de nombreuses années, fait l'objet d'études au sein de l'Institut, les travaux et l'appui à la Région viseront à :

- assurer la présence et les intérêts régionaux au niveau des territoires (suivi des projets accompagnés, études amont, comités de pilotage) ;
- assurer sa présence au sein des instances nationales et régionales, dans le cadre de la SCORAN (commission consultative régionale de l'aménagement numérique) ;
- appuyer la mise en œuvre de la politique régionale de déploiement des télécentres.

- **Accompagnement des Conseils généraux**

Dans le cadre des conventions et des territoires en CDT dans la définition d'une stratégie de développement économique.

- **Bassins de compétences et emploi durable**

Comment les compétences des actifs présents (personnes résidentes et en emploi) sur un territoire peuvent-elles être considérées comme une ressource pour développer ou relocaliser de l'emploi dans la proximité ? Cette question fera l'objet d'une première approche en association avec des chercheurs. Elle se poursuivra sur trois ans.

- **L'intégration des enjeux économiques dans les Agendas 21**

En partenariat avec la DREE, une analyse de quelques Agendas 21 établis par des territoires franciliens portera sur les orientations en matière économique, et leur complémentarité avec les autres documents de stratégie économique.

## 5.4 Immobilier d'entreprises

- **Observatoire et analyse de l'immobilier d'entreprises**

Les travaux porteront sur les points suivants :

- analyse du marché des bureaux, de la construction, des projets, de l'évolution du parc, des aspects réglementaires et fiscaux ;
- suivi de l'équipement commercial, des projets, de la législation en matière d'implantation commerciales ;
- cartographie des lieux de la recherche en Île-de-France (cellules de valorisation, incubateurs) ;
- suivi des zones d'activité économique.

- **Les data centers**

Repérage des sites propices à l'installation de *data centers* en Île-de-France, notamment dans le cadre des réflexions sur le Grand Paris, nécessitant un partenariat à confirmer avec la Caisse des dépôts et consignations.

- **Les opérations pour activités en zone dense**

Les conditions de réalisation de locaux dédiés à l'activité économique en zone dense.

(Un contrat avec la SEMAPA permettra d'appliquer au cas concret de Paris Rive Gauche les constats et préconisations).

- **Approche internationale des parcs d'activités**

Veille internationale et observation des évolutions récentes en immobilier d'entreprises :

- Constitution d'un référentiel d'opérations

S'appuyant sur les recherches déjà engagées, il s'agit de disposer d'éléments de comparaison internationale sur des types de produits d'immobiliers, hors quartiers d'affaires : observation d'opérations de nouvelle génération, selon les vocations (industrie, logistique, technologie, tertiaire, etc.) ; thématiques et indicateurs (densité zone urbaine ou périphérie, renouvellement urbain et régénération, pollution des sols, aéroports, ports maritimes et fluviaux, problématique inondation, traitement déchets, programme tertiaires en périphérie, mobilité et transport, logistique urbaine, innovation-technologie, éco-activités, éco-conception, etc.).

Ce référentiel donnera lieu à des analyses sur quelques dossiers spécifiques (voir ci-dessous)

- **Logistique spécificités et densité**

Un dossier analysera de quelle manière se développent les fonctions logistiques, dans des formes architecturales et urbaines contraintes, en France et à l'international.

- **Les nouveaux lieux de l'industrie**

Comment se développent les fonctions industrielles en Île-de-France ? Analyse de quelques sites : grands sites industriels en renouvellement ; reconversion/reconquête de ZAE anciennes dans une recherche de mixité.

- **Quartiers d'affaires et développement durable**

L'IAU îdF préside la Commission nationale de normalisation sur le thème de l'aménagement durable des quartiers d'affaires de l'AFNOR. En 2011, la commission a procédé au cadrage du thème et aux définitions ; elle travaillera en 2012 sur les indicateurs.

## 5.5 Outils, méthodes, cartes

- **VisIAU Éco**

Désormais accessible en ligne, le VisIAU Éco intégrera de nouvelles fonctionnalités et des compléments sur certaines thématiques (dont la R&D).

- **ODET**

L'outil de diagnostic territorial très utilisé pour les Pactes pour l'emploi, la formation et le développement économique sera réactualisé.

- **Indicateur de vitalité économique**

Actualisation de l'Indicateur de vitalité économique afin de poursuivre la confrontation des trois indicateurs stratégiques (santé sociale, vitalité économique, qualité environnementale) de développement durable.

- **Chiffres clés et Key Figures 2012**

La parution commune avec la CRCI, l'Insee et l'ARD des fascicules papier se complètera de l'étude de la mise en ligne de ces données.



## Démographie logement, société

Au moment où la révision du SDRIF repose la question des perspectives démographiques et immobilières, il convient d'interroger également les évolutions sociales et les disparités territoriales qui fragmentent la région Île-de-France, que le Schéma directeur doit s'efforcer de corriger pour offrir à tous les Franciliens des conditions de vie favorables.

Face aux difficultés d'accès au logement que rencontrent de nombreux Franciliens et qui risquent de freiner l'attractivité économique de la région, on s'interrogera sur la place qu'occupent les différents acteurs du logement dans la chaîne immobilière, la coordination de leurs actions et les leviers qui permettraient de relancer la production de logements.

### 6.1 Démographie et modes de vie

- **L'Atlas des Franciliens : 1<sup>er</sup> trimestre 2012**

Fruit d'une exploitation des résultats des enquêtes annuelles de recensement, le nouvel atlas des Franciliens brossera les dynamiques démographiques, économiques et sociétales en cours en Île-de-France. Publication en 2012 structurée en quatre chapitres : la population et son évolution ; le logement ; les structures sociales et les modes de vie ; l'activité et l'emploi.

- **Cadrages et perspectives démographiques en lien avec la révision du Sdrif de 2008**

Analyse régionale et déclinaisons territoriales des projections de population, de ménages et d'actifs en lien avec les objectifs de la TOL (groupe d'experts démographie réunissant la DR Insee, la DRIEA et la DRIHL Île-de-France et l'IAU îdF).

La synthèse de ces travaux sera publiée sous forme de *Note Rapide*.

- **Les caractéristiques des immigrés et des originaires des DOM et de leurs descendants**

L'enquête « trajectoires et origines » réalisée en 2008-2009 par l'Ined et l'Insee explore la vie des principales minorités et de leurs descendants. Rapport prévu portant sur les parcours scolaires et professionnels, la vie familiale, l'histoire résidentielle, les conditions de logement et faisant ressortir les discriminations éventuelles dont peuvent faire l'objet certaines populations.

- **Synthèse des travaux sur les migrations (1<sup>er</sup> semestre 2013)**

Pour faire suite aux ateliers « Migrations et Métropoles » organisés par l'IAU îdF de 2008 à 2010, une étude sur les évolutions de la mobilité résidentielle et des migrations est prévue. Après plusieurs années de crise économique, les effets sur cette mobilité devraient commencer à être perceptibles. Un travail d'expertise des sources statistiques devra être effectué au préalable avec l'Insee, en raison de la modification des modalités de recensement.

- **L'enquête famille et logements**

Premiers travaux d'exploitation de l'enquête famille et logements de 2011 dont les fichiers définitifs seront disponibles en 2013.

- **« Cahier de l'IAU îdF » sur les jeunes**

Un numéro des *Cahiers* s'attachera à montrer la diversité des situations auxquelles les jeunes Franciliens sont confrontés dans les domaines de l'éducation et de la formation, de l'insertion professionnelle, et plus généralement des conditions de vie (logement, santé, sécurité, transports, ...). Il analysera les politiques visant à leur offrir une plus grande qualité de vie.

## 6.2 Évolutions sociales et disparités territoriales

- **Les évolutions de la géographie sociale en Île-de-France**

Analyse des fichiers Filocom de 2001 à 2009, pour appréhender finement les dynamiques sociales à l'œuvre sur le territoire régional – à partir des revenus des ménages – en relation avec les statuts d'occupation.

- **Appui à la MIPES**

Appui portant notamment sur l'actualisation des indicateurs régionaux de santé sociale et de développement humain communal, mis en place avec l'aide de l'IAU îdF.

- **La dimension territoriale de la pauvreté et de l'exclusion sociale en Europe**

Réponse à un appel à projet sur ce thème dans le cadre du programme ESPON.

## 6.3 Habitat et logement

- **Les conditions de logement**

- Accession à la propriété (fichier OFL 1996-2009)

Les enquêtes des années 2008 et 2009, marquées par le retournement de conjoncture, la mise en place du plan de relance et d'aides renforcées au PTZ, permettront de mesurer l'impact de ces mesures sur les conditions d'accession à la propriété en Île-de-France.

- Étude sur les logements - foyers en Île-de-France (dans le cadre de l'OLS)

État des lieux de la situation en Île-de-France, enjeux et questionnements spécifiques à ce secteur et réflexions sur l'adaptation de l'offre aux besoins et à la demande en Île-de-France. Une enquête sera menée auprès d'un certain nombre de ces structures.

- **Acteurs et gouvernance du logement**

- Le paysage du 1 % en Île-de-France

Du fait des tensions sur le marché immobilier, les acteurs économiques franciliens s'inquiètent des freins à la mobilité professionnelle et à la venue de nouvelles entreprises : étude du positionnement des entreprises et des collecteurs face à ces questions et identification des solutions à préconiser.

- Étude sur la faisabilité et la mise en place d'une autorité organisatrice du logement

La Région souhaite disposer d'éclairages sur les enjeux d'organisation et de gouvernance en matière de logement. Quelle coordination et animation d'une politique du logement pour mieux réguler le fonctionnement du logement à une échelle adaptée aux enjeux de la région ?

- Animation du groupe bailleurs de l'Observatoire du logement social en Île-de-France

Le groupe bailleurs animé par l'IAU îdF avec l'appui de l'Aorif et de la Drihl fonctionne comme un lieu d'échanges associant une dizaine de bailleurs sociaux et les membres de l'OLS sur des questions d'actualité, les réformes en cours et des problématiques communes au monde Hlm.

- **Territoires et politiques locales de l'habitat**

- Appui à la commission « logement » de Paris Métropole

Paris Métropole a retenu le logement comme l'un de ses axes d'investigation majeurs. L'IAU îdF accompagnera la commission logement qui devrait notamment s'investir en 2012 sur la territorialisation des objectifs de logement, l'habitat indigne, la gouvernance...

- Répartition géographique des objectifs régionaux de logement et qualification des logements en lien avec l'analyse des CDT

Dans le contexte de la révision du Sdrif Acte 2 et des nouveaux objectifs régionaux de logements, la territorialisation et la qualification des logements sont un chantier d'actualité qui se poursuivra en 2012.

- Suivi des communes SRU

Analyse des stratégies foncières des communes soumises à l'article 55 de la loi SRU notamment en termes de type de logement, de type financement et de taille des logements produits dans ces communes.

- Accompagnement des Conseils généraux et des territoires en CDT

Dans le cadre des conventions, appui à la définition d'une politique de l'habitat.

- Transformations du bâti et création de nouveaux logements dans le Val-de-Marne

Accompagnement d'un atelier d'étudiants de l'IUP de Créteil.

- **Énergie et habitat**

Les comportements de mobilité des ménages du péri urbain : application à la Seine-et-Marne (PREDIT).

## 6.4 Politique de la ville et de cohésion sociale

### • La rénovation urbaine

- L'observatoire régional de la rénovation urbaine
- L'Institut apportera son appui à la mise en place d'un Observatoire de la rénovation urbaine (ORU) constitué à l'initiative de la DRIEA, l'ANRU, l'AORIF et la CDC. Les études engagées dans ce cadre porteront sur deux sujets.
- Bilan des effets du dispositif TVA à 5,5 %  
L'analyse sera menée à l'échelle de bassins d'habitat différenciés et visera à connaître les effets territoriaux de cette mesure dans les secteurs ANRU (périmètre ANRU et 500 mètres autour).  
Organisation et animation d'un groupe des chefs de projet PRU d'Île-de-France.
- PNRU, commerces et activités:  
Étude de trois sites (Bagneux, Argenteuil et Meaux), porteurs d'un projet de rénovation urbaine avec un volet mixité fonctionnelle (développement d'activités économiques, commerces, équipements, services) : évaluation de la mise en œuvre des orientations, trois ans après la signature de la convention (résultats obtenus, points d'appui et obstacles dans le montage et la réalisation effective des projets, savoir-faire acquis par les acteurs, retombées économiques et sociales sur le territoire).

### • Les territoires en difficultés et le développement économique

- Les ZFU franciliennes  
Tableau de bord des ZFU et animation deux fois par an du Club des 26 ZFU franciliennes
- Actions régionales en faveur du développement économique des quartiers en difficulté  
Mesure de l'accès des habitants des quartiers en politique de la ville aux actions publiques dans le domaine du développement économique, notamment les appuis à l'entrepreneuriat.

### • Politiques de cohésion sociale en Europe : les projets In'Europe en Île-de-France

Suivi de la politique régionale européenne en Île-de-France : mise en œuvre de l'utilisation du fond FEDER, mise en avant des projets In'Europe et articulation avec des illustrations européennes.

## 6.5 Sécurité

- Victimation et sentiment d'insécurité en Île de France, enquête 2011  
Reconduite tous les deux ans depuis 2001, cette enquête effectuée en 2011 apporte des éclairages inédits sur l'insécurité en Île-de-France (victimes d'agressions ou de vols, peurs, insécurité dans les transports en commun, dans les quartiers...). Résultats publiés en 2012.
- Préparation de l'enquête 2013 « victimation & sentiment d'insécurité »  
La septième enquête se déroulera début 2013. Afin de sélectionner l'institut de sondage qui sera chargé de la réaliser, une consultation sera lancée au second semestre 2012.
- Étude sur la sécurité publique dans les projets de rénovation urbaine (PRU)  
La circulaire du 6 septembre 2010 étend l'obligation des études de sécurité publique (ESP) à l'ensemble des projets du Plan national de la rénovation urbaine. Une étude visera à évaluer les principaux effets de ces études sur les projets de rénovation urbaine.
- Perception et traitement des questions de sécurité sur les territoires périurbains  
Étude, sur la base d'entretiens et d'observations, de la manière dont les problèmes de sécurité sont perçus et vécus au quotidien par les habitants. Cette analyse sociologique de l'expérience des périurbains, de leurs représentations et de leurs pratiques, complétera, sur un plan qualitatif, l'enquête « victimation et sentiment d'insécurité ».  
Une enquête visant à mettre en évidence les réponses que les acteurs locaux des territoires périurbains apportent à ces questions et leurs spécificités par rapport aux territoires plus centraux, sera effectuée.
- Étude sur la gestion de la sécurité dans les transports en commun en Île-de-France  
Étude du système de coproduction de la sécurité dans les transports en commun franciliens, afin d'identifier les partenaires et les moyens mobilisés (humains, techniques, juridiques, institutionnels), de comprendre les modes de gouvernance et les logiques d'action des agents de terrain, de mettre en évidence les « bonnes pratiques » et les facteurs de blocage.
- Appui technique et méthodologique en matière de sécurité urbaine, recouvrant un travail de veille, de décryptage de l'actualité socio-politique, juridique, institutionnelle et technique, un bilan des travaux de recherche existants ; il s'agira aussi d'assurer le suivi et l'évaluation des politiques mises en œuvre et un repérage des expérimentations innovantes, et d'apporter un soutien méthodologique aux collectivités ; il s'agira enfin de mettre en place des modules de formation sur des thématiques ciblées.

- Trois domaines d'expertise sont privilégiés : l'urbanisme et la sécurité, la vidéosurveillance, les polices municipales

## 6.6 Outils et méthodes d'études

Maintenance et développement des outils suivants :

- **VisIAU habitat et ville**

Outil cartographique de consultation de données sur le territoire francilien, le VisIAU Habitat et ville est utilisé par une cinquantaine d'abonnés, principaux du logement. Les données essentielles sur les évolutions du marché du logement, les territoires en politique de la ville et les grandes caractéristiques des habitants, sont traduites dans un panel de cartes interactives accessible via internet, mises à jour mensuellement.

- **Visiostat**

Ce gestionnaire de bases de données permet d'accéder aisément aux indicateurs statistiques descriptifs d'un territoire défini par l'utilisateur (de la commune à la région).

- **Outils de simulation démographique et immobilière**

Modèles permettant de traduire en perspectives démographiques les projets de construction attachés à un territoire (outil indispensable pour conduire les études de programmation d'équipements).



## Équipements et services

Les travaux sur les équipements et services seront marqués en 2012 par quelques changements majeurs affectant les relations entre acteurs publics et privés. C'est le cas dans le domaine de la santé, la mise en place de l'ARS (Agence régionale de santé), et dans le domaine du sport avec l'installation prochaine de la Conférence régionale du sport. Ceci aura un impact sur la commande d'études s'adressant respectivement à l'ORS et à l'IRDS.

Par ailleurs, les travaux destinés à éclairer la région en matière de programmation (PPI lycées), ou à dimension prospective (connaissance de l'accès aux équipements et Sdrif, compréhension des mutations dans le domaine du tourisme) figureront parmi les priorités.

### 7.1 Équipements et services accessibles à la population

- **Base de données équipements**

Base de données répertoriant les divers équipements (éducation, santé, commerce, petite enfance, culture, sport...). Elle est utilisée pour l'identification de bassins de vie, de centralité, de niveaux d'accessibilité. Il est prévu de la compléter (équipements culturels ou administratifs) et de déployer un outil cartographique facilitant sa consultation.

- **Accessibilité à un bouquet d'équipements et services**

Approfondissement de l'identification des inégalités territoriales d'accès à un bouquet d'équipements et services ; étude des polarités d'équipements.

### 7.2 Éducation

- **Les conditions de vie des étudiants**

- Mise à jour des indicateurs relatifs aux conditions de vie des étudiants franciliens : Logement, ressources et pratiques étudiantes et de loisirs à partir de l'enquête « Conditions de vie des étudiants » de l'OVE, Observatoire de la vie étudiante (demande de la MIPES).
- Analyse de l'enquête de l'OVE centrée sur les étudiants étrangers : Groupe de travail sur les étudiants pauvres (MIPES).

- **Participation à l'Observatoire francilien de la mixité scolaire**

Appui à l'Unité Lycées de la Région dans la mise en place de l'observatoire : élaboration du programme d'études, suivi des études confiées aux chercheurs, réalisation éventuelle de travaux en propre, préconisations visant à favoriser la mixité dans les lycées.

- **Participation à la révision du PPI lycées**

L'Unité Lycées revoit le programme prévisionnel d'investissement dans les lycées pour les cinq années à venir (2011-2016). Elle a sollicité l'IAU îdF pour l'aider à appréhender les secteurs où les capacités d'accueil des lycées seraient sur ou sous-dimensionnées (analyse des évolutions démographiques et urbanistiques de la région).

- **VisIAU petite enfance**

## 7.3 Santé

Les activités dans le domaine de la santé, décrites pour l'essentiel dans le programme détaillé de l'ORS et soumises récemment à son directeur, mobilisent également d'autres départements d'études. Ils comprennent 5 grands volets :

### • Le système d'observation en santé

Regroupant les études, outils d'observation et construction de l'ensemble des indicateurs permettant de connaître et informer sur le système de santé francilien :

- construction d'un système d'observation régional (engagé en 2011) ;
- études concernant la santé périnatale, la mortalité infantile, les cancers ;
- l'accessibilité de l'offre de soins pour les Franciliens ;
- les déterminants sociaux et territoriaux de la santé et approche de genre ;
- évaluation d'impact sur la santé (EIS) de diverses politiques (logement ; transport...)
- tableau de bord de la santé en Seine-Saint-Denis
- le VisIAU santé : Système d'information géographique partagé avec l'ARS.

Cet outil développé par l'IAU Île-de-France avec l'appui de l'ORS fait l'objet d'une convention avec l'ARS. Elle devrait être actualisée et permettre une diffusion élargie de l'outil. Ce dernier sera par ailleurs enrichi de fiches d'aides systématiques permettant une mise en perspective de la cartographie affichée.

### • Les enquêtes en population générale

Il s'agit de réaliser ou d'exploiter diverses enquêtes :

- baromètre santé de l'INPES, sur la perception et les comportements des ménages en matière de sexualité et contraception ;
- santé mentale, recours aux soins et inégalités sociales ;
- représentation sociale, perception du risque et comportements par rapport au SIDA ;
- respect du droit des usagers en matière sanitaire.

### • Les groupes de population

Ces travaux et études portent sur des groupes de population spécifiques, soit pour leur faciliter l'accès à l'information susceptible de les aider, soit pour connaître leur situation :

- guide des établissements pour personnes âgées ;
- guide des services médico-sociaux pour personnes âgées ;
- étude sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire ;
- panorama sur les personnes âgées et la dépendance ;
- étude de l'accessibilité des personnes handicapées (comprise en sens large, du logement à l'emploi) selon leur milieu social ;
- focus sur la santé des femmes en Île-de-France ;
- la situation sanitaire et sociale des Roms en Île-de-France.

### • Environnement et santé

Ce domaine d'étude fait l'objet d'un important investissement de l'IAU ÎdF et de l'ORS depuis maintenant plusieurs années. Les principaux axes de travail pour 2012 concerneront :

- l'évolution du risque sanitaire lié à l'exposition à la pollution atmosphérique (programme Erpurs) ainsi qu'une étude sur les effets des particules en suspension ;
- l'identification des points noirs environnementaux (dans le cadre du PRSE 2, l'ORS étant pilote de l'action 6) ;
- étude des modes d'intervention dans l'habitat et faisabilité des mesures d'impact sur la santé ;
- les zones soumises à un cumul d'infrastructures et de nuisances et la santé des riverains (approche méthodologique) ;
- appui aux politiques de santé-environnement (ZAPA, PRQA, SRCAE...) ;
- veille sur la connaissance des impacts sanitaires du changement climatique ;
- bénéfices et risques de la pratique du vélo en Île-de-France (à partir de l'EGT) ;
- veille sur les thématiques émergentes et les nouveaux risques sanitaires ;
- plan Climat Santé et risques sanitaires liés au changement climatique (application faisant suite au Grenelle).

### • Activités permanentes

Parmi ces tâches on notera :

- la participation à des groupes de travail, comité de rédaction, colloques et séminaires ;
- les publications et le développement du site Internet de l'ORS ;
- l'ensemble des actions permettant d'assurer la diffusion et la valorisation des travaux de l'observatoire, dont la coordination d'un master (observation de la santé).

## 7.4 Sports

Dans le domaine du sport, les travaux menés pour la plupart d'entre eux par l'IRDS, seront dominés en 2012 par la mise en place de la Conférence régionale du sport. Parmi les thèmes qui devraient être abordés dans ce cadre, deux sujets seront mis en avant : la réflexion sur l'élaboration d'un Schéma de cohérence des équipements sportifs et les questions relatives à l'emploi et la formation.

### • Équipements sportifs et Schéma de cohérence

- Schéma de cohérence territoriale des équipements sportifs (SCOTES).  
Au moment où les projets de grands équipements sportifs se multiplient, les acteurs publics et le milieu sportif s'apprêtent à élaborer un SCOTES.  
Il s'agira, dans le cadre de la Conférence régionale du sport, d'accompagner la région sur le plan méthodologique au cours des trois principales étapes de la construction de ce document : l'élaboration du diagnostic, la définition de la stratégie, l'élaboration du plan d'action.

### • Connaissance des pratiques sportives, dossiers et enquêtes

Exploitation des Enquêtes sur les pratiques sportives des Franciliens

- Publications prévues :
  - le sport et les pratiques sportives en Seine-Saint Denis ;
  - les Bases de Plein Air et de Loisirs : leur notoriété, leur usage ;
  - les pratiques sportives des 4-14 ans en Île-de-France.

Dossiers sur quelques disciplines sportives :

- Publications prévues :
  - l'escalade (en lien avec les championnats du monde en septembre 2012) ;
  - la pratique du basket en Île-de-France ;
  - enquête sur l'insertion professionnelle suite à une formation dans le sport (2012/ 2013).  
L'emploi et de la formation est proposé comme nouvel axe de travail, afin d'éclairer les potentialités du sport en matière de création d'emplois. Projet d'enquête avec l'appui du Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (CEREQ).

### • Développement des clubs, emploi et formation

- L'économie des clubs aujourd'hui en Île-de-France  
Le ralentissement économique affecte la pratique sportive des Franciliens. Ceci rejaille sur l'équilibre financier des clubs qui sont également fragilisés dans l'exercice de leur mission sociale par la réduction des aides publiques. Etude d'un panel de clubs issu d'une ou plusieurs disciplines, afin de mieux cerner ces évolutions et les réponses envisageables.
- Tableaux de bord sur l'emploi et la formation  
Constitution de bases de données permettant d'évaluer le poids de ces deux domaines par rapport au reste de la France et apprécier les évolutions en cours.

### • Appui aux politiques régionales

Cet appui portera en particulier sur la mise en œuvre des actions régionales dans trois domaines :

- le plan piscine ;
- les terrains de grands jeux ;
- les Bases de Plein Air et de Loisir (BPAL).

### • L'IRDS, centre de ressources

Le portail d'information sur Internet donnant accès aux ressources suivantes :

- dossiers, études, bases de données et fonds documentaire ;
- cartographie interactive (VISIAU Sport) ;
- portail d'information à destination des bénévoles (développements nouveaux).

## 7.5 Culture et tourisme

### • Atlas du livre francilien

Atlas du livre francilien, croisant les données sur les professions du livre avec des données sur population, emplois, logements, transports, lieux culturels. L'IAU îdF est associé à la réalisation de cet Atlas, à la demande du MOTif, organisme associé de la Région.

### • Bases de données sur les équipements culturels

Inventaire géolocalisé des lieux de lecture publique (bibliothèques, médiathèques).

La base de données pourrait être enrichie à d'autres équipements (écoles de musique, lieux de diffusion du spectacle vivant, centres d'art).

- **Stratégie de développement touristique**

Appui à la mise en œuvre du fonds régional de développement touristique des territoires à travers le dispositif d'appel à projet ouvert aux collectivités et aux autres acteurs publics, privés et associatifs (suite à l'adoption de la Stratégie régionale du tourisme et des loisirs).

- **Prospective touristique (en partenariat avec le CRT)**

Réflexion prospective associant l'IAU îdF et le CRT et visant à prendre en compte les changements de comportements des visiteurs, les transformations dans l'offre et la qualité des transports, les modifications de l'offre touristique et la concurrence européenne, évolutions qui interrogent l'avenir du tourisme francilien dans les 30 prochaines années.

- **Étude des besoins potentiels d'hébergement touristique**

Étude sur les besoins potentiels en matière d'hébergements touristiques, hôteliers et autres, en termes quantitatifs, qualitatifs et de localisation.



## Finances publiques et gestion locale

Des mutations importantes, législatives, institutionnelles et économiques, affectent profondément les territoires franciliens.

Les travaux présentés dans ce chapitre contribueront à retracer les évolutions institutionnelles en cours et à en comprendre les multiples conséquences. Ils porteront sur l'étude des effets de ces réformes en termes financiers et sur leur impact sur la mise en œuvre des projets portés par les collectivités territoriales ou les autres acteurs.

L'institut poursuivra également l'analyse des enjeux de solidarité financière et fiscale en Île-de-France, les mesures des disparités de ressources des collectivités territoriales et les dispositifs de péréquation.

### 8.1 Fiscalité et finances publiques

- **Évolution des recettes fiscales et contexte économique et législatif**

Appui à la Région. Dans l'attente de données sur les nouvelles recettes régionales en remplacement de la taxe professionnelle (CVAE), ceci concernera en 2012 la redevance pour création de bureaux. Il s'agira également d'aider à la constitution des différents dossiers relatifs aux emprunts obligataires de la Région.

- **Incidence des réformes financières pour les différentes catégories de collectivités territoriales**

Évaluation des effets de la mise en place de la nouvelle péréquation francilienne (FSRIF) et du nouveau Fonds national de péréquation des recettes intercommunales et communales (FPIC).

- **Paris Métropole**

Appui à la commission développement économique et solidarité financière de Paris Métropole sur les questions de solidarité financière (FSRIF, situation des collectivités franciliennes et des financements publics, liens avec le développement économique).

### 8.2 L'intercommunalité en Île-de-France

- **Réforme des collectivités territoriales : quel impact pour les intercommunalités d'Île-de-France ?**

La mise en œuvre des schémas départementaux de coopération intercommunale devrait aboutir à une couverture intercommunale globale de la grande couronne et une rationalisation des périmètres intercommunaux. Les travaux de l'IAU îdF rendront compte de ces évolutions. (Note Rapide, contribution au salon de l'AMIF, etc.)

- **Intercommunalité et contrats de développement territorial**

Analyser de l'implication des intercommunalités dans les CDT (prise en compte des enjeux territoriaux d'aménagement autour des gares du réseau Grand Paris Express).

- **Observatoire des intercommunalités sur internet**

Cet observatoire répond à différents objectifs de l'IAU îdF : il participe à l'observation de la métropole, de ses dynamiques et contribue à l'identification des enjeux institutionnels de la métropolisation. Il fournira dès 2012 une image de la restructuration territoriale des communautés franciliennes, liée à la mise en œuvre de la réforme des collectivités territoriales.

- **Les intercommunalités et les politiques sectorielles**

En 2012, l'accent sera mis sur l'étude d'interventions communautaires qui mettent en jeu des politiques régionales.

Thèmes pouvant être mis à l'ordre du jour : les politiques communautaires de l'eau, les projets d'aménagement dans le cadre des nouveaux quartiers urbains ou encore l'intercommunalité culturelle.



## Actions internationales

L'IAU îdF analyse les politiques et actions menées par les grandes métropoles et contribue ainsi à une meilleure compréhension du positionnement de l'Île-de-France dans les domaines clés des politiques régionales.

Il réalise de nombreuses études comparatives avec les métropoles étrangères dans les différents domaines intéressant la Région et ses partenaires (transport, environnement, économie, logement...). En 2012 l'accent sera mis sur l'ajustement des politiques menées par ces métropoles, dans un contexte économique et financier contraint.

L'institut appuie également les actions internationales conduites par la Région, qu'il s'agisse de ses initiatives en Europe ou de sa politique de coopération décentralisée.

### 9.1 Europe

- **Appui à l'action européenne du Conseil régional**

En lien avec le bureau Île-de-France à Bruxelles, l'IAU îdF appuie la Région dans le cadre des réflexions menées en termes de positionnement de l'Île-de-France par rapport aux autres métropoles européennes, ainsi que sur la mobilité urbaine, la cohésion sociale, la recherche et l'innovation.

Relations avec des organismes consultatifs européens (Conseil des régions, et Conseil économique et social européen).

- **Veille et expertise sur les politiques régionales et urbaines de l'Union européenne**

Veille sur les politiques régionales et urbaines de l'Union européenne ; expertises exercées dans le cadre des réseaux européens.

- **Metrex**

Participation à divers groupes de travail du réseau et notamment au projet « EuCO<sub>2</sub> 80/50 », présentant l'inventaire des émissions de gaz à effet de serre dans 16 métropoles européennes sur des bases comparables.

Pilotage du groupe sur l'économie du réseau, dont le thème est dédié en 2012 aux *clusters*.

### 9.2 Appui aux accords de coopération conclus par la Région

- **Beyrouth et Liban**

Pour le compte de la Région dans le cadre de sa coopération décentralisée :

- assistance à maîtrise d'ouvrage auprès de la ville de Beyrouth pour la mise en œuvre de projets de développement urbain (plan de circulations douces, aménagements d'espaces publics, plan vert) ;
- appui au projet de Parc naturel régional dans la Région du Haut Metn.

- **Santiago du Chili**

Appui technique à la Région, dans le cadre du co-pilotage avec les services du gouvernement régional de Santiago, du projet de régénération urbaine du quartier de Mapocho, dans l'hyper-centre de Santiago (diagnostic, analyse stratégique, proposition de plan directeur).

- **Appui à l'association Metropolis**

- coordination de la commission « Éco-régions » ;
- appui au secrétariat régional Europe ;
- expertise pour Metropolis « branche métropolitaine de CGLU » ;
- appui à la mise en œuvre des « initiatives » ;
- mise en place d'une « initiative Metropolis » visant à créer à l'IAU îdF une antenne de formation sur des thématiques telles que la planification métropolitaine durable, les SIG, la prise en compte du changement climatique et des risques : en 2012, mise au point de modules de formation ; en 2013, expérimentation ; en 2014 et au-delà, mise en œuvre.

### 9.3 Autres études et actions internationales

- **Actions internationales de la Fnau**

Animation du club Fnau – international (lettre trimestrielle en français / anglais, gestion du site internet en anglais [www.fnau-international.org](http://www.fnau-international.org), montage de trois réunions par an à Paris et en région).

- **Coopération avec des organismes de formation et d'appui au développement**

Participation à diverses activités du PFVT (Partenariat français pour la ville et les territoires), comité de rédaction de la revue « Villes en Développement », en liaison avec l'association AdP.

- **Groupe « urbain » de l'OCDE**

Un directeur de l'IAU île-de-France assure *intuitu personae* la présidence du groupe réunissant les délégués des différents pays sur les questions urbaines.

- **Accueil de délégations et visiteurs étrangers**

Une quarantaine de groupes de professionnels ou d'étudiants étrangers sont accueillis chaque année pour des séances d'information sur la planification régionale, le SIGR, les politiques de transports, d'environnement, de logement, soit à la demande de la Région soit directement (formations légères assurées pour des organismes publics chinois et coréens notamment).



## Médiathèque, systèmes d'information géographique et réseaux

La médiathèque de l'Institut est le premier centre de ressources documentaires pour les professionnels de l'urbanisme et les étudiants en Île-de-France. Sa salle de lecture est ouverte au public en continu du lundi au vendredi. Ce rôle de service public sera renforcé en 2012 à travers l'accroissement de ses fonds (imprimés, iconographique, cartographique, documents d'urbanisme).

La Mission patrimoine conduit également depuis le début des années 2000, des travaux sur l'identité et la mémoire des territoires qui viennent en appui aux études d'aménagement.

Les équipes chargées des réseaux informatiques et des SIG, contribuent fortement à l'excellence technologique de l'Institut. En 2012, l'investissement sur la modernisation des réseaux sera poursuivi et une campagne de mise à jour du MOS sera engagée.

### 10.1 Médiathèque et mémoire régionale

- **La poursuite de la mission de service public documentaire**

- renouvellement des conventions signées avec les universités permettant d'offrir aux étudiants des services similaires à ceux donnés aux chargés d'études (prêt d'ouvrages accès aux bases de données et au SIG) ;
- participation, engagée en 2010, au projet ANCité (Archive numérique sur l'aménagement - ex ANVAT), coordonnée par le PRES / Université Paris-Est-Ecole des Ponts ;
- mise en œuvre de projets visant des publics spécifiques (TPE, IUFM).

- **L'accompagnement des études et le soutien aux chargés d'études**

Accompagnement documentaire des chargés d'études, veille documentaire. La veille effectuée en matière juridique, initiée en 2010, sera poursuivie pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires récentes (Grand Paris, Sdrif...).

- **L'accroissement de la mémoire vivante de l'Île-de-France**

Alimentation et traitement (analyse, indexation...) du fonds créé en 1960 et comptant plus de 60 000 ouvrages, dont plusieurs milliers de rapports et études, plus de 100 000 images, 3 000 documents d'urbanisme locaux en plus des 5 000 études, rapports ou documents réalisés par l'Institut. Ce fonds constitue la plus importante mémoire vivante francilienne en matière d'aménagement.

- **L'animation des réseaux documentaires**

Les réseaux documentaires par la mutualisation sont un des moyens de répondre à l'explosion quantitative de l'information. Ce sont également de puissants vecteurs pour aider à la valorisation des travaux de l'Institut. L'IAU îdF continuera à assurer l'animation des réseaux Urbamet et Urbandata (secrétariat, groupes de travail permanents, comptabilité...) et du réseau Doc-Fnau.

## 10.2 Mémoire régionale et patrimoine

- **Vis/IAU Patrimoine bâti régional (SIG)**

Développement du Vis/IAU Patrimoine en partenariat avec les PNR Vexin Français et Oise-Pays-de-France et préfiguration d'un Vis/IAU Patrimoine pour Brie et deux Morin. D'autres développements Vis/IAU Patrimoine seront poursuivis soit en interne (Vis/IAU Sites et monuments), soit avec de nouveaux partenaires : cités jardins /grands ensembles, lieux de mémoire (commémoration centenaire 14-18)...

- **Expertise et travaux sur le patrimoine et la mémoire des territoires**

- expertise et aide aux études présentant un volet consacré à la mémoire des territoires et au patrimoine bâti ; prise en compte du patrimoine dans le Sdrif.
- Le patrimoine bâti et espace rural : atelier de travail avec le magistère d'aménagement de l'Université Paris I.
- Le patrimoine bâti non protégé : travaux dans le cadre du Sdrif. Ils permettront de mettre en valeur l'évolution depuis 20 ans, du rôle du patrimoine bâti non protégé dans le projet d'aménagement (de l'objet culturel à sauvegarder, à l'atout de développement local).
- Patrimoine et mémoire des lieux : participation au comité scientifique initié par l'ONF la valorisation du territoire du camp retranché de Paris (préparation du centenaire du premier conflit mondial).

- **Mission « archives »**

- Mission d'archivage pour traiter les documents anciens qui ne sont plus d'un usage courant, permettre leur conservation et leur consultation par les chercheurs.

## 10.3 Connaissance et occupation du sol

- **Campagne d'actualisation du Mos**

L'IAU îdF lancera en 2012 une nouvelle mise à jour du Mos (Mode d'Occupation des Sols), inventaire cartographique régional de l'occupation du sol depuis 1982. Les premières étapes de cette mise à jour seront l'acquisition d'une orthophotographie numérique en couleur de l'ensemble de la région, correspondant à l'été 2012, puis la sélection du prestataire qui réalisera la mise à jour du Mos, par interprétation de l'orthophotographie.

- **Mise à jour 2008 de Densimos et Densibâti**

L'IAU îdF a mis au point une méthode basée sur l'utilisation conjointe du Mos et de la BD Topo pour obtenir une estimation de la répartition fine des données de population de l'Insee à l'intérieur des Iris (Densimos) ou même par bâtiment (Densibâti). En 2012, l'IAU îdF procédera à la mise à jour de Densimos et Densibâti à partir des données issues du recensement 2008 de l'Insee.

## 10.4 Systèmes d'information géographique

- **Mise à jour et enrichissement des thèmes du SIGR**

Actualisation et enrichissement des bases de données intégrées dans le SIGR, en accompagnement d'études lancées (voir les chapitres thématiques).

- **Évolution des outils Vis/IAU (cartographie interactive sur Internet)**

Rénovation des centaines de cartes interactives présentées par les outils Vis/IAU sur le site Internet. Mise en ligne d'une offre de nouveaux services cartographiques adaptés aux tablettes tactiles et aux Smartphones pour les professionnels de l'aménagement.

## 10.5 Réseaux informatiques et applications bureautiques

- **Postes de travail, logiciels de bureautique**

Renouvellement des postes de travail et poursuite de la mise à niveau du parc, afin d'accueillir les évolutions des futurs systèmes d'exploitation et les nouvelles versions des logiciels bureautique.

Ergonomie des postes de travail : étude et tests d'intégration de tablettes tactiles et d'appareils mobiles. Administration et déploiement des applications métiers (SIG, statistiques) : la mise en place d'un système de virtualisation d'applications.

- **Réseaux et sécurité.**

Renforcement du réseau wifi des salles de réunion et de la salle de lecture de l'immeuble 15, rue Falguière - 75015 Paris.

Sur le plan de la sécurité des données, virtualisation des serveurs et évolution du système centralisé de stockage de fichiers en réseau. Le système de sauvegarde fera l'objet d'une refonte importante. La politique de sécurité sera améliorée (gestion des droits d'accès aux serveurs, pérennité des mots de passe).

- **Applications, Intranet, Internet**

- Déploiement d'outils de travail collaboratif

Mise en production d'un espace de partage sécurisé permettant à plusieurs collaborateurs en interne comme en externe, d'échanger des fichiers de n'importe quelle taille.  
Gestion mutualisée des adresses et des contacts.

- Portail documentaire de la Médiathèque

Mise en place des nouvelles fonctionnalités, paramétrages et personnalisation des différents écrans de saisies et de consultations.

- Autres travaux

Nouveaux développements de l'Intranet (cf. 11.3).

Révision de l'ergonomie du site internet : mise en forme des menus, organisation et disposition des contenus.

Prise en compte des nouveaux supports de communication tels que les mobiles et les tablettes numériques.

Dématérialisation des demandes internes d'achat et des bons à payer.





## Publications et communication

L'IAU île-de-France a mis en place une politique de communication visant à assurer une meilleure visibilité de ses travaux et à ouvrir l'institut à un public de plus en plus large. Le nouveau plan éditorial a permis d'accroître le nombre et la régularité des publications.

Ces objectifs seront poursuivis en 2012, la présence dans les médias étant également recherchée et de nouveaux partenariats mis en œuvre. Ainsi, l'Institut s'efforcera d'accroître sa présence dans le débat métropolitain. Le site Internet qui reçoit un nombre croissant de visites, sera aussi réorganisé, notamment en vue d'un meilleur accès aux données.

### 11.1 Les éditions imprimées

- **Les Cahiers**

- 161 : Les lotissements (décembre 2011)
- 162 : Agences d'urbanisme et urbanisme de projets – Cahiers double (mars 2012)
- 163 : Le foncier (juin 2012)
- 164 : L'Europe (décembre 2012)
- Au-delà de ces quatre numéros, plusieurs autres thèmes sont envisagés : la santé, le logement, les jeunes, les migrations, la cartographie...

- **Les Note Rapide**

Une cinquantaine de *Note Rapide* ont été produites en 2011 et ce niveau de production se maintiendra en 2012.

- **Ouvrages et éditions**

Parmi les autres publications et collections, on notera les *Carnets pratiques*, l'*Atlas des franciliens*, les *Dossiers* de l'IRDS.

Une réflexion sur la stratégie commerciale des éditions se concrétisera par un plan d'actions qui posera les bases d'une nouvelle politique commerciale.

### 11.2 Les relations avec les médias, l'événementiel

L'IAU îdF a conforté son identification par les médias : presse généraliste et spécialisée, presse écrite, radios, TV, internet. Ce travail sera poursuivi en 2011 par l'organisation d'expositions, ateliers, tables rondes, clubs et conférences-débats.

- **Les événements**

- Tables rondes, séminaires, ateliers  
Ils réunissent en moyenne 70 personnes et permettent de croiser les regards entre partenaires et experts de tous horizons et de les sensibiliser aux problématiques émergentes ; elles mettent en valeur le travail des départements et/ou valorisent chaque sortie des *Cahiers*.
- Cycle de conférences,  
La mise en place d'un cycle de conférences sera étudiée, en liaison avec le monde de la recherche, visant un plus vaste public.
- Colloques :  
L'institut organise ou co-organise en moyenne deux colloques par an, dont les Rencontres nationales de la FNAU auxquelles il apporte une contribution active ; l'institut est présent dans de nombreux autres colloques et séminaires pour valoriser ses travaux et réflexions.

- Salons nationaux et internationaux :

Il est envisagé d'y être présent – le cas échéant d'y intervenir – en collaboration avec les autres organismes associés de la Région et les partenaires de l'IAU îdF : Amif, Mipim, Salon de l'agriculture, Salon des entrepreneurs, Simi, Forum Cap'com, événements organisés par le bureau « Europe » de la Région îdF à Bruxelles, Rencontres nationales du transport public ... ;

• **Les expositions**

Les expositions sont organisées à l'institut au gré de l'actualité et des thématiques abordées, notamment dans les publications. En 2012, elles continueront de soutenir l'agenda de l'institut : vœux, conseils d'administration, tables rondes, ateliers, journées du patrimoine, partenariats...

• **Les partenariats**

L'IAU îdF est de plus en plus sollicité par nombre d'organismes scientifiques, culturels, institutionnels ou médias, afin de mettre à leur disposition des éléments d'expertise. Plusieurs partenariats ont ainsi été conclus avec Cadredeville.com, Médiapart, la Cité des sciences et de l'industrie, Cap'Com, la Fédération nationale du Paysage, le Conseil de l'Europe, l'École Olivier de Serre, le Lieu du Design, Usbek et Rica, Megalopolis, l'association « La rue... on partage », etc. Cette ouverture aux partenaires permet à l'IAU îdF d'étendre sa notoriété et sa reconnaissance. Cette action sera renforcée.

## 11.3 Internet

Le site Internet est devenu un support de communication et d'information à part entière. Il a reçu plus de 400 000 visites en 2011. Mis en ligne en juillet 2008, il apporte aux internautes le maximum d'informations et de services en ligne.

• **Au quotidien**

- le maintien à niveau du site se traduit par les tâches récurrentes suivantes :
- mises en ligne des études et publications (téléchargement gratuit) ;
- mises en lignes de contenus en lien avec l'actualité sur laquelle l'IAU îdF apporte son regard ou son concours ;
- valorisation des tables rondes : mise en ligne de notes de synthèse, de photos, de diaporamas, de fichiers audio, de vidéo
- focus sur l'actualité en page d'accueil du site ;
- enrichissement du fond de cartes interactives sur l'Île-de-France.

• **La Newsletter**

La *Newsletter* mensuelle permet aux abonnés de recevoir régulièrement l'information actualisée de l'Institut. Plus de 3 000 personnes y sont abonnés. Elle s'organise autour de différentes thématiques : À la une, nos dernières études et publications, notre agenda, la carte du mois, trois questions à..., l'IAU îdF dans les médias, à l'international, etc.

• **Les développements envisagés**

En 2011, le développement du site est passé par un enrichissement des contenus multimédia (vidéos, interviews), de l'interactivité et l'ouverture au grand public qui sera poursuivie en 2012. Un audit, réalisé en 2011, permettra d'envisager l'évolution de ce site. Il a permis de cerner les points forts et les faiblesses du site et de dégager des recommandations pour son évolution.

- réalisation de contenus vidéo. En 2011, les moyens audiovisuels ont été les marqueurs du développement du site [www.iau-idf.fr](http://www.iau-idf.fr). Ce développement se poursuivra en 2012 ;
- pénétration des réseaux sociaux (*Facebook, Twitter, Dailymotion...*) ;
- réflexions et décisions concernant le site anglais ;
- poursuite de la réflexion concernant la mise en place d'un espace dédié aux enseignants et étudiants sur la région « Connaître et comprendre l'Île-de-France ». L'objectif est de proposer des contenus en lien avec les programmes scolaires.

## 11.4 Communication interne

• **Intranet**

La valorisation de la politique de communication interne passe par une diffusion au quotidien, des actions menées par et pour le personnel. Le but est d'assurer une meilleure visibilité aux études et travaux en cours, optimiser le calendrier événementiel. L'intranet est le vecteur de cette diffusion.

• **Événements et animations internes**

Ce volet de la communication interne concerne les points de communication, les expositions régulières au niveau des étages et de l'atrium. Il sera renforcé en 2012.



## Travaux sous contrats et conventions

### International

- **Algérie : adaptabilité au changement climatique et aux désastres naturels d'Alger**

Le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CMI) souhaite élargir à la ville d'Alger l'étude réalisée par l'IAU îdF en groupement avec Egis-Bceom et le BRGM sur l'adaptabilité et la résilience au changement climatique et aux désastres naturels des villes côtières d'Afrique du Nord. L'IAU îdF répondra au futur appel d'offres en voie d'être lancé par le CMI (financement Banque Mondiale et Caisse des dépôts).

- **Égypte : analyse des politiques de gestion foncière urbaine**

Travaux de recherche sur les politiques de gestion foncière urbaine en Egypte. Diagnostic du fonctionnement et des points de blocage des opérations d'aménagement et de développement urbain liés à la problématique du foncier (étude réalisée pour le CMI ; financement Banque Mondiale et Caisse des dépôts).

- **Inde : vision stratégique Mumbai 2030**

Appui à l'équipe locale de consultants en charge de l'élaboration du Plan directeur d'urbanisme de la Municipalité du Grand Mumbai (12 millions d'habitants, 435 km<sup>2</sup>) à l'horizon 2030 (diagnostic partagé, prospective, scénarios de développement, stratégie d'aménagement et orientations du schéma directeur).

- **Libye : participation à la stratégie française d'aide à la reconstruction**

Participation aux réunions préparatoires pour l'intégration des entreprises et des compétences françaises dans le chantier de "mise à niveau" des villes et des infrastructures libyennes. Du fait de son expérience en Libye, l'IAU îdF pourrait jouer un rôle important dans un futur *cluster* « Urbanisme et Aménagement du territoire » qui intègre la gouvernance, la cartographie et le cadastre (à la demande du Ministère de l'environnement, du développement durable, des transports et du logement).

- **Maroc : partenariat avec l'École Nationale d'Architecture de Rabat**

Formation des futurs architectes marocains en matière d'aménagement et d'urbanisme ; partenariat susceptible d'être étendu à des études (par appel d'offres ou cadre de recherche avec financement marocain) à réaliser par avec des équipes de praticiens marocains. Les étudiants participeraient à ces travaux en assurant en même temps leur formation pratique sur des cas de projets réels.

- **Mexique : appui au montage de l'agence d'aménagement de Guadalajara**

Appui aux municipalités et Etat de Jalisco, pour y étudier la faisabilité d'une agence métropolitaine d'aménagement à Guadalajara, métropole de 4,3 millions d'habitants (rôle, fonctions, organisation, financement...) en référence notamment au système français des agences du réseau Fnau et aux appuis antérieurs aux agences urbaines au Mexique (Quérétaro 2004, Chihuahua 2007).

- **Tunisie : appui technique aux nouvelles autorités tunisiennes**

Pourparlers en cours avec la Direction de l'Urbanisme et celle de l'environnement et du développement durable ainsi qu'avec l'Agence urbaine du Grand Tunis. La demande porterait sur un appui aux démarches de planification et d'aménagement urbain. Une demande de formation des cadres tunisiens est également exprimée.

- **Vietnam : appui au nouveau schéma de développement régional Hanoi Haiphong**

Reprise du schéma existant sur la base des orientations du nouveau schéma directeur d'Hanoi et de l'extension du territoire métropolitain de la capitale vietnamienne arrêtés en 2008. Suite des contacts pris en 2010 par la Région et aux sessions de formation conduite par l'IAU îdF à l'IMV d'Hanoi, le bureau d'études du Ministère de la Construction, envisage d'associer l'IAU îdF à cette procédure de révision.

## France et Île-de-France

- **Prospective territoriale dans le Val de Bièvre**

Les projets en cours du Grand Paris (réseau de transport, contrat de développement territorial), sollicitent de nombreuses collectivités franciliennes. L'IAU îdF accompagne la CA du Val de Bièvre dans une réflexion prospective sur la mutation à venir de ce territoire stratégique de sud francilien.

- **Valorisation des bords de Seine sur le territoire des Portes de l'Essonne**

Cette étude sous contrat, porte sur la mutation possible d'un site industriel en bord de Seine. Après des scénarios alternatifs qui ont été réalisés en 2011 ; il s'agira de poursuivre le développement de pistes d'évolution concrètes.

- **Étude de secteur de densification à Cachan**

Suite à élaboration de son PLU, la commune de Cachan a confié à l'IAU îdF une étude sur l'aménagement de quatre quartiers susceptibles d'une densification significative. Il s'agit d'élaborer et d'évaluer différents scénarios d'aménagement qui permettront de choisir une stratégie et de mettre en place une politique foncière et urbaine adaptée.

- **Développement des activités de production et de création dans la ZAC Paris Rive Gauche**

En partenariat avec le GRECAM pour le compte de la SEMAPA.

- **Impact du réseau de transport du Grand Paris Express en emplois**

Pour le compte de la Société du Grand Paris

- **Conventions avec des collectivités franciliennes**

- Paris Métropole  
Appui aux quatre commissions (projets métropolitains, logement, transports, développement et solidarités) et aux groupes de travail prévus (notamment sur la santé).
- Conseil général de Seine-Saint-Denis  
(Aménagement, transport, logement, développement économique, sport, santé, outils et bases de données).
- Conseil général du Val-de-Marne  
(Aménagement, transport, logement, développement économique, outils et bases de données).
- Conseil général de Seine-et-Marne  
(en cours de définition : logement, outils et bases de données).
- Conseil général de l'Essonne  
(en cours de définition).
- Plaine-Commune Habitat  
Analyse de l'évolution du parc social de la Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'anniversaire des 100 ans du logement social (en cours de définition).
- Ville de Sceaux  
Appui à l'initiative Campus Urbain de Sceaux dans le cadre de Paris Métropole.